



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE GIRONDE

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**N ° 12 - FEVRIER 2015**

# SOMMAIRE

## Administration territoriale de la Gironde

### Centres hospitaliers

|   |   |
|---|---|
| Décision N °2015037-0003 - du 06/02/2015 - Délégation de signature de Mme Dominique SELIGHINI, directrice des soins ..... | 1 |
|---|---|

### Délégation territoriale de l'Agence Régionale de Santé (ARS)

|  |   |
|--|---|
| Arrêté N °2015040-0007 - du 09/02/2015 - Fixation de la composition du Conseil de surveillance du Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux ..... | 2 |
|--|---|

### Direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse (DTPJJ)

|  |   |
|--|---|
| Arrêté N °2015035-0001 - du 04/02/2015 - Fermeture définitive du Service de Protection des Mineurs à Bordeaux (33) géré par l'Association Laïque du Prado .....  | 4 |
| Arrêté N °2015042-0003 - du 11/02/2015 - Clôture budgétaire définitive et reversement des excédents d'exploitation du Service de Protection des Mineurs à Bordeaux (33) géré par l'Association Laïque du Prado ..... | 7 |

### Préfecture

|  |    |
|--|----|
| Arrêté N °2015047-0001 - du 16/02/2015 - Délégation de signature à M. Pascal REVEL, Directeur de la sécurité de l'aviation civile Sud- Ouest .....                           | 10 |
| Autre N °2015034-0003 - du 03/02/2015 - Mise à disposition d'un site immobilier situé rue du Commandant Arnould à Bordeaux, entre l'Etat et le Ministre de la Défense .....  | 14 |
| Autre N °2015034-0004 - du 03/02/2015 - Mise à disposition d'un site immobilier situé place Jean Moulin à Bordeaux, entre l'Etat et le Ministre de la Défense .....          | 19 |
| Autre N °2015034-0005 - du 03/02/2015 - Mise à disposition d'un site immobilier situé rue Georges Mandel à Bordeaux, entre l'Etat et le Ministre de la Défense .....         | 24 |
| Autre N °2015034-0006 - du 03/02/2015 - Mise à disposition d'un site immobilier situé avenue Marcel Dassault à Mérignac, entre l'Etat et le Ministre de la Défense .....     | 29 |
| Autre N °2015034-0008 - du 03/02/2015 - Mise à disposition d'un site immobilier situé rue Hortense à Bordeaux, entre l'Etat et le Ministre de la Défense .....               | 34 |
| Autre N °2015034-0009 - du 03/02/2015 - Mise à disposition d'un site immobilier situé boulevard Jean- Jacques Bosc à Bègles, entre l'Etat et le Ministre de la Défense ..... | 39 |

### Unité territoriale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE)

|   |    |
|---|----|
| Décision N °2015027-0010 - du 27/01/2015 - Décision relative à l'affectation des agents de l'inspection du travail au sein de l'Unité Territoriale de la Gironde et à l'organisation de l'intérim des agents de l'inspection du travail ..... | 44 |
|---|----|

## Administration territoriale de l'Aquitaine

### Agence Régionale de Santé (ARS)

|  |    |
|--|----|
| Arrêté N °2015012-0010 - du 12/01/2015 - Montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Bazas, au titre de l'activité du mois de novembre 2014 ..... | 61 |
|--|----|

|   |     |
|---|-----|
| Arrêté N °2015012-0011 - du 12/01/2015 - Montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier intercommunal Sud Gironde, au titre de l'activité du mois de novembre 2014 et d'une récupération de l'année 2013 ..... | 64  |
| Arrêté N °2015012-0012 - du 12/01/2015 - Montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Sainte Foy la Grande, au titre de l'activité du mois de novembre 2014 .....   | 68  |
| Arrêté N °2015012-0013 - du 12/01/2015 - Montant des ressources d'assurance maladie dû au CMC Wallerstein, au titre de l'activité du mois de novembre 2014.....   | 71  |
| Arrêté N °2015012-0014 - du 12/01/2015 - Montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison de Santé Marie Galène, au titre de l'activité du mois de novembre 2014 .....   | 74  |
| Arrêté N °2015019-0002 - du 19/01/2015 - Montant des ressources d'assurance maladie dû au CRLCC Institut Bergonié, au titre de l'activité du mois de novembre 2014 .....  | 77  |
| Arrêté N °2015019-0003 - du 19/01/2015 - Montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier d'Arcachon, au titre de l'activité du mois de novembre 2014 .....  | 80  |
| Arrêté N °2015019-0004 - du 19/01/2015 - Montant des ressources d'assurance maladie dû à la MSP Bagatelle, au titre de l'activité du mois de novembre 2014 et d'une récupération de l'année 2013 .....                              | 83  |
| Arrêté N °2015019-0005 - du 19/01/2015 - Montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de la Haute Gironde, au titre de l'activité du mois de novembre 2014 .....   | 87  |
| Arrêté N °2015019-0006 - du 19/01/2015 - Montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Hôpital suburbain du Bouscat, au titre de l'activité du mois de novembre 2014 .....  | 90  |
| Arrêté N °2015019-0007 - du 19/01/2015 - Montant des ressources d'assurance maladie dû à la Clinique mutualiste du Médoc, au titre de l'activité du mois de novembre 2014 .....   | 94  |
| Arrêté N °2015019-0008 - du 19/01/2015 - Montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Libourne, au titre de l'activité du mois de novembre 2014 .....   | 97  |
| Arrêté N °2015019-0009 - du 19/01/2015 - Montant des ressources d'assurance maladie dû à la Clinique mutualiste de Pessac, au titre de l'activité du mois de novembre 2014 .....  | 100 |

**Bordeaux, le 6 février 2015**

- VU le code de la santé publique notamment dans ses articles L.6143-7 et D.6143-33 à D.6143-35 ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé ;
- VU le décret n° 2005-921 du 2 août 2005 portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2°, 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- VU le décret en date du 31 janvier 2013 nommant M. Philippe VIGOUROUX directeur général du centre hospitalier universitaire de Bordeaux, à compter du 1<sup>er</sup> février 2013 ;
- VU la décision de nomination au centre hospitalier universitaire de Bordeaux de Mme Dominique SELIGHINI, directrice des soins ;

**DECIDE**

**Article 1er**

Délégation est donnée à Mme Dominique SELIGHINI, directrice des soins, directrice de l'institut de formation d'aides-soignants (IFAS) du groupe hospitalier Pellegrin par intérim, pour signer en lieu et place du directeur général :

- tous les documents relatifs à l'activité de formation de l'IFAS de Pellegrin (convocations, attestations, conventions, récapitulatif et mandatement relatif aux états de vacation, des frais de déplacement et des frais de stage),
- les documents relatifs à l'organisation du travail, congés, autorisations d'absence des personnels de l'IFAS de Pellegrin.

**Article 2**

La présente délégation prend effet au 1<sup>er</sup> mars 2015 et remplace la précédente référencée 2013/171/DS.

Le Directeur général,

Philippe VIGOUROUX



*Arrêté fixant la composition du conseil de surveillance  
du centre hospitalier universitaire de Bordeaux*

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE

- VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4 et R. 6143-12,
- VU le décret du 30 août 2012 portant nomination de Monsieur Michel LAFORCADE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé d'Aquitaine,
- VU la décision du directeur général de l'agence régionale de santé d'Aquitaine du 24 décembre 2014 portant délégation de signature,
- VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé d'Aquitaine du 13 juin 2014 fixant la composition du conseil de surveillance du centre hospitalier universitaire de Bordeaux,
- VU le courrier du directeur général du centre hospitalier universitaire de Bordeaux du 15 janvier 2015 relatif à la désignation des représentants du personnel non médical au conseil de surveillance de l'établissement,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Sont nommés au conseil de surveillance du centre hospitalier universitaire de Bordeaux, établissement public de santé de ressort régional, au titre des représentants du personnel :

- M. Didier AMIABLE,
- Mme Véronique STEVENS.

**ARTICLE 2** - La nouvelle composition du conseil de surveillance du centre hospitalier universitaire de Bordeaux est fixée ainsi qu'il suit :

**I – Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :**

1°) au titre des représentants des collectivités territoriales

|                       |   |
|-----------------------|---|
| M. Alain JUPPE        | maire de Bordeaux                                 |
| M. Nicolas BRUGERE    | représentant de la communauté urbaine de Bordeaux |
| M. Daniel JAULT       | représentant du conseil général de la Gironde     |
| M. Jean-Paul LOTTERIE | représentant du conseil général de la Dordogne    |
| Mme Solange MENIVAL   | représentant du conseil régional d'Aquitaine      |

2°) au titre des représentants du personnel

|  |   |
|--|---|
| Mme Catherine AUGUSTYNIAK                          | représentant de la commission de soins infirmiers de rééducation et médico-techniques |
| M. le Pr Michel DUPON<br>M. le Dr François ROUANET | représentants de la commission médicale d'établissement                               |
| M. Didier AMIABLE<br>Mme Véronique STEVENS         | représentants désignés par les organisations syndicales                               |

3°) au titre des personnalités qualifiées

|   |  |
|---|--|
| M. le Dr Jacques MAS<br>Mme Françoise TISSOT  | personnalités qualifiées désignées par le directeur général de l'agence régionale de santé |
| M. Jacques DESCHAMPS                          | personnalité qualifiée désignée par le Préfet  |
| Mme Marie LAURENT DASPAS<br>M. François HOLZL | représentants des usagers désignés par le Préfet   |

**II – Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :**

- le vice-président du directoire du centre hospitalier universitaire de Bordeaux,
- le directeur général de l'agence régionale de santé d'Aquitaine ou son représentant,
- le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de la Gironde ou son représentant,
- le directeur de l'unité de formation et de recherche médicale de l'université Bordeaux Segalen,
- le représentant des familles des personnes accueillies dans l'unité de soins de longue durée ou l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

**ARTICLE 3** - La durée des fonctions de membre du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R. 6143-12 du code de la santé publique.

**ARTICLE 4** - Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

**ARTICLE 5** - Le directeur général du centre hospitalier universitaire de Bordeaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 09 FEV. 2015

Pour le directeur général  
et par délégation,  
Le directeur de la délégation  
territoriale de la Gironde.

  
Olivier SERRE

PREFET DE LA GIRONDE

Arrêté portant fermeture définitive du Service de Protection des Mineurs à Bordeaux (33)

**Le Préfet de la Région Aquitaine,  
Préfet de la Gironde,  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 313-15 à L.313-20 et L.331-5 à L.331-9 ;
- Vu l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 modifiée relative à l'enfance délinquante ;
- Vu le décret n°2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse ;
- Vu l'arrêté préfectoral portant autorisation de création d'un établissement privé géré par l'Association de Réponses Educatives et Sociales dans le Champ Judiciaire (ARESCJ) en date du 30 janvier 2006 ;
- Vu l'arrêté préfectoral portant habilitation du Service de Protection des Mineurs en date du 18 juillet 2006 ;
- Vu l'avis favorable du directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse de la Gironde du 25 août 2008 sur le transfert d'habilitation du Service de Protection des Mineurs de l'association ARESCJ à l'Association Laïque du Prado ;
- Vu le jugement du Tribunal de Grande Instance de Bordeaux du 21 novembre 2008 arrêtant le plan de redressement par apurement du passif du Service de Protection des Mineurs de l'association ARESCJ et continuation de son activité par l'Association Laïque du Prado ;
- Vu le courrier du 19 janvier 2011 du directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse Aquitaine Nord, invitant le Président de l'Association Laïque du Prado à une réunion visant à adapter le projet de service du Service de Protection des Mineurs, en fonction du Projet Stratégique National de la protection judiciaire de la jeunesse 2007/2011, dont l'habilitation justice ne pourrait être renouvelée dans l'état actuel de son fonctionnement ;
- Vu le courrier du 31 janvier 2011 du président de l'Association Laïque du Prado exprimant sa désapprobation au non renouvellement de l'habilitation justice du Service de Protection des Mineurs et la pertinence des modalités de prise en charge actuelles ;
- Vu le courrier du 11 avril 2011 du directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse Aquitaine Nord au président de l'Association Laïque du Prado, au sortir de la réunion de concertation du 4 février, considérant le refus de l'association d'adapter son projet de service pour l'adapter aux orientations, qu'il serait mis fin à l'habilitation du service et proposant une réunion sur l'accompagnement de la fin d'activité du service ;



- Vu le courrier du 21 avril 2011 du directeur enfance famille du Conseil Général de Gironde indiquant la volonté du Conseil d'Administration de l'Association Laïque du Prado de réorienter l'activité du Service Hébergement Mineurs vers une activité administrative et donnant accord pour une reprise complète de l'activité du Service Hébergement Mineurs au 1<sup>er</sup> janvier 2012, au sein du service ESPAAS Robert POUGET, géré par l'Association Laïque du Prado ;
- Vu le courrier du 18 octobre 2011 du directeur général du pôle rééducation de l'Association Laïque du Prado, exprimant la volonté de l'association de ne pas reconduire l'habilitation justice de l'ensemble de ses services, y compris l'ESPAAS Robert POUGET ;
- Vu l'arrêté exclusif du Président du Conseil Général du 24 janvier 2012 portant transformation de l'autorisation de fonctionner de l'ESPASS Robert POUGET, géré par l'Association Laïque du Prado, intégrant l'activité du Service de Protection des Mineurs ;

Considérant qu'à partir des constats et objectifs fixés par le Projet Stratégique National de la protection judiciaire de la jeunesse 2007-2011, la prise en charge en studios géographiquement éloignés les uns les autres telle que pratiquée par le Service de Protection des Mineurs ne correspond plus, pour des mineurs pris en charge au pénal, aux conditions de sécurité minimales ;

Considérant que l'Association Laïque du Prado, sollicitée par la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Aquitaine Nord dans le cadre du renouvellement d'habilitation, exprime son refus de faire évoluer le projet de service du Service de Protection des Mineurs dans le sens prescrit par la direction territoriale ;

Considérant qu'il est convenu entre la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse, l'Association Laïque du Prado, qu'au vu de ce refus, le Service de Protection des Mineurs ne fera plus l'objet d'une habilitation justice ;

Considérant qu'il est convenu, par une transition jusqu'à la fin de l'année 2011, entre la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse, l'Association Laïque du Prado et le Conseil Général de Gironde, une cessation progressive de l'activité judiciaire pénale du Service de Protection des Mineurs et une intégration de son activité au sein de l'ESPAAS Robert POUGET, assumant des prises en charges administratives pour le compte du Conseil Général de Gironde ;

Considérant au vu de ces éléments, la nécessité de procéder à la fermeture définitive du service ;

Sur proposition de Monsieur le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Sud Ouest ;

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Il est procédé à la fermeture définitive du Service de Protection des Mineurs, service d'hébergement diversifié de prise en charge des jeunes relevant d'un placement au titre de l'Ordonnance du

02 février 1945, sis 37 avenue Thiers – 33100 BORDEAUX géré par l'Association Laïque du Prado, qui a dans les faits cessé ses activités à compter du 31 décembre 2011.

**Article 2 :**

Conformément à l'article L. 313-18 du code de l'action sociale et des familles, la fermeture définitive du service de réparation pénale vaut retrait de l'autorisation prévue à l'article L. 313-1 du même code.

**Article 3 :**

En application de l'article R. 313-8 du code de l'action sociale et des familles, le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde et une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'Association Laïque du Prado par lettre recommandée avec accusé de réception.

**Article 4 :**

En application des dispositions des articles R. 312-1 et R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, faire l'objet :

- d'un recours administratif gracieux devant le préfet du département, autorité signataire de cette décision ou d'un recours administratif hiérarchique devant le Ministre de l'Intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

En cas de recours administratif, le délai de recours contentieux est prorogé.

**Article 5 :**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Gironde, Monsieur le Directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Sud Ouest sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le 4 février 2015

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

Jean-Michel BEDECARRAX



PREFET DE LA GIRONDE

Arrêté portant clôture budgétaire définitive et reversement des excédents d'exploitation du Service de Protection des Mineurs à Bordeaux (33)

**Le Préfet de la Région Aquitaine  
Préfet de la Gironde  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 313-19, R.314-97 et R.314-98, D.313-28 à D. 313-30 ;
- Vu** l'arrêté du Ministre de la justice en date du 1er décembre 2005 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire exclusive du représentant de l'État dans le département ;
- Vu** l'arrêté du 13 août 2010 portant fixation du prix de journée 2010 du Service de Protection des Mineurs à Bordeaux, géré par l'Association Laïque du Prado à Talence ;
- Vu** l'arrêté du Préfet de Gironde du 4 février 2015 portant fermeture définitive du Service de Protection des Mineurs à Bordeaux, géré par l'Association Laïque du Prado à Talence ;
- Vu** les documents comptables du Service de Protection des Mineurs fournis par l'Association Laïque du Prado pour les années 2010 et 2011 ;
- Considérant** les rapports de comptes administratifs 2010 et 2011 et le rapport de clôture des comptes établis par la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Aquitaine Nord et régulièrement adressés à l'Association Laïque du Prado ;
- Considérant** la reprise par l'ESPAAS Robert Pouget des immobilisations du Service de Protection des Mineurs figurant au rapport de clôture dudit service ;
- Considérant** l'opportunité de reverser à un établissement privé poursuivant un but similaire, lors de cette fermeture définitive, les sommes affectées par l'Etat au Service d'Enquêtes Sociales ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

Pour la clôture définitive de l'activité, les produits et les charges constatés du Service de Protection des Mineurs, sis 67, avenue Thiers à Bordeaux, géré par l'Association Laïque du Prado, sont autorisés comme suit :

|          | Groupes fonctionnels   | Montants en Euros | Total en Euros |
|----------|--|-------------------|----------------|
| Charges  | Groupe I<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante  | 34 560.31 €       | 512 627.55 €   |
|          | Groupe II :<br>Dépenses afférentes au personnel  | 225 310.52 €      |                |
|          | Groupe III :<br>Dépenses afférentes à la structure   | 93 607.28 €       |                |
| Déficit  | Déficit = Résultat comptable (63 479.32) + Produits de clôture (95 670.12)   | 159 149.44 €      |                |
| Produits | Groupe I :<br>Produits de la tarification  | 414 004.00 €      | 512 627.55 €   |
|          | Groupe II :<br>Autres produits relatifs à l'exploitation   | 0.00 €            |                |
|          | Groupe III :<br>Produits financiers et produits non encaissables dont 95 670.12 € au compte 778 pour des produits exceptionnels de clôture | 98 623.55 €       |                |
| Excédent |  |                   |                |

### Article 2 :

Pour la clôture de l'activité, le solde au débit du Service de Protection des Mineurs de l'Association Laïque du PRADO est fixé à 159 149,44 €.

### Article 3 :

Le tarif mentionné à l'article 2 est calculé en intégrant l'ensemble des charges opposables à la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Sud-Ouest ainsi que les produits en atténuation.

### Article 4 :

En application de l'article L.313-19 et D.313-24 du code susvisé, est ordonné, à compter de la date du présent arrêté, au Service de Protection des Mineurs, le reversement de 159 149,44 €, à l'attributaire désigné à l'article 5 du présent arrêté.

### Article 5 :

L'attributaire des montants à reverser fixés à l'article 4 du présent arrêté est le service de réparation pénale, sis 195, boulevard Franklin Roosevelt, 33800 Bordeaux, géré par l'Association Laïque du Prado, en application de l'article L.313-19 du code susvisé.

### Article 6 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux dans le délai franc d'un mois à

compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 7 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

**Article 8 :**

Le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 7 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Gironde et le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse du Sud-Ouest sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le **11 FEV. 2015**

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

Jean-Michel BEDECARRAX



PRÉFET DE LA GIRONDE

PREFECTURE DE LA GIRONDE  
D.A.J.A.L  
Pôle juridique et contentieux

ARRETE DU 16 FEV. 2015

---

**Délégation de signature à M. Pascal REVEL, Directeur de la  
sécurité de l'aviation civile Sud-Ouest**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée;
- VU** le code de l'aviation civile
- VU** le code des transports
- VU** le code du domaine de l'Etat;
- VU** le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret n° 93-479 du 24 mars 1993, modifiant le décret n° 60-516 du 2 juin 1960 portant harmonisation des circonscriptions administratives ;
- VU** le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
- VU** le décret n°98.7 du 05 janvier 1998 modifiant le code de l'aviation civile (deuxième partie) et relatif aux services d'assistance en escale dans les aérodromes.
- VU** le décret n° 99-1162 du 29 décembre 1999 relatif à l'agrément des organismes chargés d'assurer les services de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes ;
- VU** le décret n°2001-26 du 09 janvier 2001 modifiant le code de l'aviation civile (troisième partie) et relatif aux normes techniques applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes.
- VU** les décrets n° 2002-24 du 3 janvier 2002 et n° 2002-1026 du 31 juillet 2002 relatifs respectivement à la police de l'exploitation des aérodromes et à certaines mesures de sûreté et de sécurité du transport aérien ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action de l'Etat dans les régions et les départements, modifié par le décret 2008-158 du 22 février 2008 ;
- VU** le décret n°2005-201 du 28 février 2005 modifiant le décret n°60-652 du 28 juin 1960 modifié

portant organisation des services déconcentrés métropolitains de l'aviation civile.

- VU le décret n° 2007-432 du 25 mars 2007 relatif aux normes techniques applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes de Mayotte, des îles Wallis et Futuna, de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie, ainsi qu'à la prévention du péril animalier sur les aérodromes ;
- VU le décret n°2007-775 du 09 mai 2007 relatif à la sûreté de l'aviation civile et modifiant le code de l'aviation civile (deuxième partie : Décrets en conseil d'Etat),
- VU le décret n° 2008-1299 du 11 décembre 2008 créant la direction de la sécurité de l'aviation civile ;
- VU le décret du 26 juillet 2012 nommant M. Michel DELPUECH, Préfet de la région Aquitaine, préfet de la Zone de Défense et sécurité Sud-Ouest, Préfet de la Gironde ;
- VU l'arrêté interministériel du 12 novembre 2003 relatif aux mesures de sûreté du transport aérien, notamment les articles 87, 88, 104, 105, 108 et 109 ; (les articles nommés ont été abrogés soit par l'arrêté du 03/12/2010 pour les 87, 88 et 104 et par l'arrêté du 11/09/2013 pour les 108 et 109)
- VU l'arrêté interministériel du 9 janvier 2001 relatif aux normes techniques applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes ;
- VU l'arrêté interministériel du 18 janvier 2007 relatif aux normes techniques applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes ;
- VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2008 modifié portant organisation de la direction de la sécurité de l'Aviation civile ;
- VU l'arrêté ministériel n° 5410461 du 26 juillet 2012 portant nomination de M. Pascal REVEL, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de directeur de la sécurité de l'aviation civile Sud-Ouest, à compter du 1er septembre 2012 ;
- VU la circulaire n° 1641 SBA du 29 mai 1997 relative à l'octroi des titres d'occupation temporaire et de droits réels sur le domaine public aéronautique ;
- VU la circulaire n° 98-46 du 15 avril 1998 relative à la délivrance et au retrait de l'agrément d'organismes d'assistance en escale sur les aérodromes ;
- VU la circulaire n° 090494 du 25 mai 2009 relative au conventionnement des entreprises ou organismes de formation à la sûreté de l'aviation civile ;
- VU la décision du 02 avril 2014 portant organisation de la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud-Ouest ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Gironde,

## ARRETE

**Article 1er** - Délégation de signature est donnée à M. **Pascal REVEL**, directeur de la sécurité de l'aviation civile Sud-Ouest, à l'effet de signer au nom du préfet de la Gironde:

- A- La délivrance, la suspension ou le retrait de l'agrément d'organismes d'assistance en escale sur les aérodromes de la Gironde prévus par l'article R216-14 du code de l'aviation civile;
- B- L'accord sur les titres d'occupation, constitutifs ou non de droits réels du domaine public aéronautique de l'Etat dans la Gironde, conformément aux dispositions de l'article R 57-4 du code des domaines de l'Etat;
- C- La délivrance, la suspension ou le retrait de l'agrément d'organismes chargés d'assurer les services de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes de la Gironde;
- D- La désignation du prestataire devant assurer la permanence nocturne des services d'assistance en escale sur l'aérodrome de Bordeaux-Mérignac et la convention établie en application de l'article R216-11 du code de l'aviation civile;
- E- La désignation du prestataire devant assurer la permanence diurne des services d'assistance en escale sur l'aérodrome de Bordeaux-Mérignac la convention établie en application de l'article R216-11 du code de l'aviation civile ;
- F- Les autorisations de lâchers de ballons,  
Les autorisations de parachutages sportifs,  
Les autorisations de présentations publiques d'aéromodèles ;
- G- La délivrance des titres de circulation des personnes et des autorisations de circuler des véhicules côté piste des aérodromes;
- H- Les interdictions provisoires de survol,  
Les autorisations de redécollage d'aéronefs en dehors des aérodromes,  
Les habilitations à utiliser les hélicoptères, hydrosurfaces et bandes d'envol occasionnelles,  
Les autorisations de survol à basse altitude pour opérations de travail aérien ou activités particulières,  
La décision de rétention d'aéronef en application de l'article L 6231-1 du code des transports;
- I- L'autorisation au titre de l'article D.242-8 du code de l'aviation civile, dans les zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement, des installations et équipements concourant à la sécurité de la navigation aérienne et du transport aérien public;
- J- L'autorisation au titre de l'article D.242-9 du code de l'aviation civile, dans les mêmes zones, et pour une durée limitée précisée, des constructions ou installations nécessaires à la conduite de travaux;
- K-L'agrément des associations aéronautiques,  
Les autorisations pour la photographie et la cinématographie aérienne.

**Article 2.** – En application des dispositions du décret n°2008-158 du 22 février 2008, M. Pascal REVEL, directeur de la sécurité de l'Aviation civile Sud-Ouest, peut, sous sa responsabilité, donner délégation aux agents placés sous son autorité pour signer les actes relatifs aux affaires pour lesquelles il reçoit la présente délégation de signature. Il en communiquera une copie au préfet qui pourra à tout moment mettre fin à tout ou partie de cette délégation.

**Article 3.** – La signature des bénéficiaires de la présente délégation, lorsqu'elle est apposée sur les documents écrits, doit être précédée de la mention « pour le préfet, le directeur de la sécurité de l'Aviation civile Sud-Ouest, délégué ».

**Article 4.** – Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté du 12 septembre 2012 donnant délégation de signature à M Pascal REVEL, directeur de la sécurité de l'aviation civile sud-ouest.

**Article 45** - Le secrétaire général de la préfecture de la Gironde et le directeur de la sécurité de l'Aviation civile Sud-Ouest, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 16 FEV. 2015

Le préfet,



Michel DELPUECH

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

-:- :- :-

***PREFECTURE DE GIRONDE***

-:- :- :-

**CONVENTION D'UTILISATION**

-:- :- :-

**033-2013-0125**

033-2013-0125

Les soussignés :

1°- L'Administration chargée du Domaine, représentée par M. Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON, Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde, dont les bureaux sont situés 24 rue François de Sourdis à BORDEAUX (Gironde), stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 12 septembre 2012, ci-après dénommée le propriétaire,

D'une part,

2°- Le Ministre de la Défense, représenté par le colonel Laurent LHERBETTE, commandant la Base de Défense de Bordeaux-Mérignac, dont les bureaux sont situés Caserne Xaintrailles, 112 boulevard du Maréchal Leclerc, Bordeaux (33), ci-après dénommé l'utilisateur,

D'autre part,

se sont présentés devant nous, préfet du département de la Gironde, et sont convenus du dispositif suivant :

**EXPOSE**

L'utilisateur a demandé, pour l'exercice de ses missions, la mise à disposition d'un ensemble immobilier situé rue du Commandant ARNOULD à Bordeaux (33000).

Cette demande est mise en œuvre dans les conditions fixées par la présente convention et par les circulaires du Premier ministre n° 5362/SG et n° 5363/SG du 16 janvier 2009 relatives à la politique immobilière de l'Etat.

## CONVENTION

### Article 1<sup>er</sup>

#### *Objet de la convention*

La présente convention, conclue dans le cadre des articles R2313-1 à R2313-5 et R4121-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins de la Base de Défense de Bordeaux-Mérignac, l'ensemble immobilier désigné à l'article 2 selon les modalités fixées par les articles suivants.

### Article 2

#### *Désignation de l'immeuble*

Ensemble immobilier dénommé « Commandant ARNOULD Logement Général » appartenant à l'Etat, immatriculé dans CHORUS sous le numéro d'unité économique AQUI/157299, sis 67 rue du Commandant ARNOULD, à BORDEAUX, édifié sur la parcelle cadastrée section N°063-000-HC-37, d'une superficie totale de 199 m<sup>2</sup>. Un état récapitulatif figure en annexe 1. Sauf prescription contraire, les dispositions de la présente convention s'appliquent automatiquement aux constructions nouvelles qui viendraient à être édifiées sur la dépendance domaniale désignée ci-dessus. Le propriétaire est informé de la réalisation de toute nouvelle construction.

### Article 3

#### *Durée de la convention*

La présente convention est conclue pour une durée de 15 années entières et consécutives qui commence le 1<sup>er</sup> janvier 2014, date à laquelle les locaux sont mis à la disposition de l'utilisateur.

La présente convention prend fin dans les conditions prévues à l'article 14.

### Article 4

#### *Etat des lieux*

Sans objet.

## Article 5

### *Ratio d'occupation*

Sans objet.

## Article 6

### *Etendue des pouvoirs de l'utilisateur*

6.1. L'usage de l'ensemble immobilier objet de la présente convention est strictement réservé au service désigné à l'article 1<sup>er</sup> et pour l'objet mentionné au même article.

6.2. Locations, autorisations d'occupation, et autres droits qui pourraient être consentis sur l'ensemble immobilier qui fait l'objet de la convention d'utilisation.

L'occupation par un tiers de cet immeuble pendant la durée de la convention donne lieu à la délivrance d'un titre d'occupation, dans les conditions de droit commun. Préalablement à sa délivrance, l'utilisateur en informe le propriétaire. Le cas échéant, les autorisations consenties figureront en annexe.

Un bail civil a été conclu entre France Domaine central, la Société Nationale Immobilière (SNI) et la Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives (DMPA), pour une durée de 10 ans à compter du 1er janvier 2009, par lequel cet ensemble immobilier a fait l'objet d'une remise à la S.N.I, pour gestion et gardiennage (liste jointe en annexe).

## Article 7

### *Impôts et taxes*

L'utilisateur acquitte l'ensemble des taxes et contributions afférentes à l'immeuble qui fait l'objet de la présente convention.

## Article 8

### *Responsabilité*

L'utilisateur assume, sous le contrôle du propriétaire, l'ensemble des responsabilités afférentes à l'immeuble désigné à l'article 2 pour la durée de la présente convention.

## Article 9

### *Entretien et réparations*

L'utilisateur supporte l'ensemble des dépenses d'entretien courant et de petites réparations relatives à l'immeuble désigné à l'article 2.

L'utilisateur convient, avec le propriétaire, d'une programmation pluriannuelle des travaux qui s'appuie sur son contrat d'objectifs (ou sa lettre de mission ou tout document en tenant lieu).

La réalisation des dépenses d'entretien lourd mentionnées à l'annexe 1 à la charte de gestion du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat », à la charge du propriétaire, est confiée à l'utilisateur qui les effectue, sous sa responsabilité, pour le compte du propriétaire :

- avec les dotations inscrites sur son budget ;

- avec les dotations du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat » qui ont vocation à prendre le relais des premières.

Néanmoins, et à terme, dans le cadre d'un avenant à la présente convention, l'exécution des travaux pourra revenir au propriétaire, dès lors que les crédits nécessaires auront été ouverts sur le budget de l'Etat-propriétaire.

Afin de permettre le respect des objectifs fixés par l'Etat dans la loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement pour les bâtiments publics, une annexe pourra être adjointe à la présente convention, visant à déterminer les droits et obligations respectifs des bailleur et preneur en la matière et les conséquences qui en résulteraient.

#### Article 10

##### *Engagements d'amélioration de la performance immobilière*

Sans objet.

#### Article 11

##### *Loyer*

Sans objet.

#### Article 12

##### *Révision du loyer*

Sans objet.

#### Article 13

##### *Contrôle des conditions d'occupation*

Le propriétaire s'assure périodiquement des conditions dans lesquelles est entretenu et utilisé l'immeuble utilisé.

Lorsque la mise en œuvre de ce contrôle permet de constater que l'immeuble est devenu inutile ou inadapté aux besoins de l'utilisateur, le propriétaire en informe l'utilisateur. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour apporter des éléments de réponse. Le propriétaire dispose ensuite d'un nouveau délai d'un mois pour répondre à ces observations.

A l'issue de ce délai, le service du domaine proposera au service utilisateur d'optimiser ou de restituer les surfaces devenues inutiles à l'accomplissement du service public mentionné à l'article 1<sup>er</sup>. Dans ce cas, la présente convention fait l'objet d'un avenant.

#### Article 14

##### *Terme de la convention*

14.1. Terme de la convention :

La présente convention prend fin de plein droit le 31 décembre 2028.



Elle prend également fin lorsque la cession de l'immeuble a été décidée, selon les règles prévues par le code général de la propriété des personnes publiques.

#### 14.2. Résiliation anticipée de la convention :

La convention peut être résiliée avant le terme prévu :

- a) En cas de non-respect par l'utilisateur d'une obligation de la présente convention, dans un délai de six mois après mise en demeure ;
- b) A l'initiative de l'utilisateur moyennant le respect d'un préavis de six mois, sauf en cas d'urgence ;
- c) Lorsque l'intérêt public, tel qu'il est déclaré par le préfet dans une lettre adressée aux signataires de la présente convention, l'exige ;
- d) Lorsque le schéma directeur immobilier ou le SPSI décide d'une nouvelle implantation.

La résiliation est prononcée par le préfet.

### Article 15

#### *Pénalités financières*


Le maintien sans titre du service occupant dans l'immeuble à l'issue de la présente convention ou après la prise d'effet de la résiliation anticipée de la convention donne lieu au paiement d'une pénalité mensuelle correspondant à trois fois le montant de la valeur locative de l'immeuble.

A défaut de paiement dans le délai d'un mois à compter de la date limite du paiement de la pénalité, le comptable spécialisé du domaine adresse à l'utilisateur une lettre de rappel valant mise en demeure.

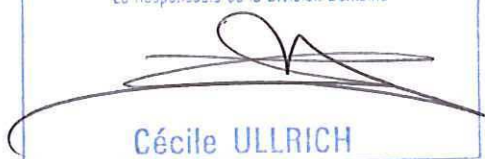
L'intégralité des sommes dues et non payées (capital et intérêts) est traitée dans les mêmes conditions que les restes à payer liés à des baux commerciaux par le comptable spécialisé du domaine, les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels et la direction du budget jusqu'à règlement des sommes dues, à chaque étape de fin et de début de gestion.

Un exemplaire du présent acte est conservé à la préfecture.

Le représentant du service utilisateur,

  
**Le colonel Laurent LHERBETTE**  
commandant la Base de Défense  
de Bordeaux-Mérignac

Le représentant de l'administration  
chargée du Domaine,

  
Présidente du Conseil des Finances Publiques  
d'Aquitaine et du Département de la Gironde et par délégation,  
L'Administratrice des Finances Publiques Adjointe  
Le responsable de la Division Domaine

**Cécile ULLRICH**

Le préfet,

  
**Pour le Préfet,**  
**Le Secrétaire Général**

**Jean-Michel BEDECARRAX**

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

-:- :- :-

***PREFECTURE DE GIRONDE***

-:- :- :-

**CONVENTION D'UTILISATION**

-:- :- :-

**033-2013-0128**

03 FEV. 2015

Les soussignés :

1°- L'Administration chargée du Domaine, représentée par M. Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON, Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde, dont les bureaux sont situés 24 rue François de Sourdis à BORDEAUX (Gironde), stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 12 septembre 2012, ci-après dénommée le propriétaire,

D'une part,

2°- Le Ministre de la défense, représenté par le colonel Laurent LHERBETTE, commandant la Base de Défense de Bordeaux-Mérignac, dont les bureaux sont situés Caserne Xaintrilles, 112 boulevard du Maréchal Leclerc, Bordeaux (33), ci-après dénommé l'utilisateur,

D'autre part,

se sont présentés devant nous, préfet du département de la Gironde, et sont convenus du dispositif suivant :

**EXPOSE**

L'utilisateur a demandé, pour l'exercice de ses missions, la mise à disposition d'un ensemble immobilier situé à BORDEAUX (33000) 1 Place Jean Moulin.

Cette demande est mise en œuvre dans les conditions fixées par la présente convention et par les circulaires du Premier ministre n° 5362/SG et n° 5363/SG du 16 janvier 2009 relatives à la politique immobilière de l'Etat.

## CONVENTION

### Article 1<sup>er</sup>

#### *Objet de la convention*

La présente convention, conclue dans le cadre des articles R2313-1 à R2313-5 et R4121-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins de la Base de Défense de Bordeaux-Mérignac, l'ensemble immobilier désigné à l'article 2 selon les modalités fixées par les articles suivants.

### Article 2

#### *Désignation de l'immeuble*

Ensemble immobilier dénommé « Hôtel du Paty » appartenant à l'Etat, immatriculé dans CHORUS sous le numéro d'unité économique AQU/158637, sis 1 Place Jean Moulin à BORDEAUX, édifié sur la parcelle cadastrée section 063-000-KE-102, et d'une superficie totale de 440 m<sup>2</sup>. Un état récapitulatif figure en annexe 1.

Sauf prescription contraire, les dispositions de la présente convention s'appliquent automatiquement aux constructions nouvelles qui viendraient à être édifiées sur la dépendance domaniale désignée ci-dessus. Le propriétaire est informé de la réalisation de toute nouvelle construction.

### Article 3

#### *Durée de la convention*

La présente convention est conclue pour une durée de 15 années entières et consécutives qui commence le 1<sup>er</sup> janvier 2014, date à laquelle les locaux sont mis à la disposition de l'utilisateur.

La présente convention prend fin dans les conditions prévues à l'article 14.

### Article 4

#### *Etat des lieux*

Sans objet.

## Article 5

### *Ratio d'occupation*

Sans objet

## Article 6

### *Etendue des pouvoirs de l'utilisateur*

6.1. L'usage de l'ensemble immobilier objet de la présente convention est strictement réservé au service désigné à l'article 1<sup>er</sup> et pour l'objet mentionné au même article.

6.2. Locations, autorisations d'occupation, et autres droits qui pourraient être consentis sur l'ensemble immobilier qui fait l'objet de la convention d'utilisation.

L'occupation par un tiers de cet immeuble pendant la durée de la convention donne lieu à la délivrance d'un titre d'occupation, dans les conditions de droit commun. Préalablement à sa délivrance, l'utilisateur en informe le propriétaire.

Les autorisations consenties figureront en annexe, le cas échéant.

Un bail civil a été conclu entre France Domaine central, la Société Nationale Immobilière (SNI) et la Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives (DMPA), pour une durée de 10 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, pour lequel la partie logement de cet ensemble immobilier a fait l'objet d'une remise à la S.N.I pour gestion et gardiennage (liste jointe en annexe).

## Article 7

### *Impôts et taxes*

L'utilisateur acquitte l'ensemble des taxes et contributions afférentes à l'immeuble qui fait l'objet de la présente convention.

## Article 8

### *Responsabilité*

L'utilisateur assume, sous le contrôle du propriétaire, l'ensemble des responsabilités afférentes à l'immeuble désigné à l'article 2 pour la durée de la présente convention.

## Article 9

### *Entretien et réparations*

L'utilisateur supporte l'ensemble des dépenses d'entretien courant et de petites réparations relatives à l'immeuble désigné à l'article 2.

L'utilisateur convient, avec le propriétaire, d'une programmation pluriannuelle des travaux qui s'appuie sur son contrat d'objectifs (ou sa lettre de mission ou tout document en tenant lieu).

La réalisation des dépenses d'entretien lourd mentionnées à l'annexe 1 à la charte de gestion du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat », à la charge du propriétaire, est confiée à l'utilisateur qui les effectue, sous sa responsabilité, pour le compte du propriétaire :

- avec les dotations inscrites sur son budget ;
- avec les dotations du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat » qui ont vocation à prendre le relais des premières.

Néanmoins, et à terme, dans le cadre d'un avenant à la présente convention, l'exécution des travaux pourra revenir au propriétaire, dès lors que les crédits nécessaires auront été ouverts sur le budget de l'Etat-propriétaire.

Afin de permettre le respect des objectifs fixés par l'Etat dans la loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement pour les bâtiments publics, une annexe pourra être adjointe à la présente convention, visant à déterminer les droits et obligations respectifs des bailleur et preneur en la matière et les conséquences qui en résulteraient.

#### Article 10

##### *Engagements d'amélioration de la performance immobilière*

Sans objet

#### Article 11

##### *Loyer*

Sans objet.

#### Article 12

##### *Révision du loyer*

Sans objet.

#### Article 13

##### *Contrôle des conditions d'occupation*

Le propriétaire s'assure périodiquement des conditions dans lesquelles est entretenu et utilisé l'immeuble utilisé.

Lorsque la mise en œuvre de ce contrôle permet de constater que l'immeuble est devenu inutile ou inadapté aux besoins de l'utilisateur, le propriétaire en informe l'utilisateur. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour apporter des éléments de réponse. Le propriétaire dispose ensuite d'un nouveau délai d'un mois pour répondre à ces observations.

A l'issue de ce délai, le service du domaine proposera au service utilisateur d'optimiser ou de restituer les surfaces devenues inutiles à l'accomplissement du service public mentionné à l'article 1<sup>er</sup>. Dans ce cas, la présente convention fait l'objet d'un avenant.



## Article 14

### *Terme de la convention*

#### 14.1. Terme de la convention :

La présente convention prend fin de plein droit le 31 décembre 2028.

Elle prend également fin lorsque la cession de l'immeuble a été décidée, selon les règles prévues par le code général de la propriété des personnes publiques.

#### 14.2. Résiliation anticipée de la convention :

La convention peut être résiliée avant le terme prévu :

- a) En cas de non-respect par l'utilisateur d'une obligation de la présente convention, dans un délai de six mois après mise en demeure ;
- b) A l'initiative de l'utilisateur moyennant le respect d'un préavis de six mois, sauf en cas d'urgence ;
- c) Lorsque l'intérêt public, tel qu'il est déclaré par le préfet dans une lettre adressée aux signataires de la présente convention, l'exige ;
- d) Lorsque le schéma directeur immobilier ou le SPSI décide d'une nouvelle implantation.

La résiliation est prononcée par le préfet.

## Article 15

### *Pénalités financières*


Le maintien sans titre du service occupant dans l'immeuble à l'issue de la présente convention ou après la prise d'effet de la résiliation anticipée de la convention donne lieu au paiement d'une pénalité mensuelle correspondant à trois fois le montant de la valeur locative de l'immeuble au maximum.

A défaut de paiement dans le délai d'un mois à compter de la date limite de paiement de la pénalité, le comptable spécialisé du domaine adresse à l'utilisateur une lettre de rappel valant mise en demeure.


L'intégralité des sommes dues et non payées (capital et intérêts) est traitée dans les mêmes conditions que les restes à payer liés à des baux commerciaux par le comptable spécialisé du domaine, les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels et la direction du budget jusqu'à règlement des sommes dues, à chaque étape de fin et de début de gestion.

Un exemplaire du présent acte est conservé à la préfecture.

Le représentant du service utilisateur,

  
**Le colonel Laurent LHERBETTE**  
commandant la Base de Défense  
de Bordeaux-Mérignac

Le représentant de l'administration  
chargée des domaines,

  
Pour le Directeur Régional des Finances Publiques  
d'Aquitaine et du Département de la Gironde et par délégation,  
L'Administratrice des Finances Publiques Adjointe  
Le Responsable de la Division Domaine

**Cécile ULLRICH**

Le préfet,

**Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général**

Jean-Michel REDECARRAX

5

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

-:- :- :-

***PREFECTURE DE GIRONDE***

-:- :- :-

**CONVENTION D'UTILISATION**

-:- :- :-

**033-2013-0129**

**03 FEV. 2015**

Les soussignés :

1°- L'Administration chargée du Domaine, représentée par M. Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON, Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde, dont les bureaux sont situés 24 rue François de Sourdis à BORDEAUX (Gironde), stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 12 septembre 2012, ci-après dénommée le propriétaire,

D'une part,

2°- Le Ministre de la Défense, représenté par le colonel Laurent LHERBETTE, commandant la Base de Défense de Bordeaux-Mérignac, dont les bureaux sont situés Caserne Xaintrailles, 112 boulevard du Maréchal Leclerc, Bordeaux (33), ci-après dénommé l'utilisateur,

D'autre part,

se sont présentés devant nous, préfet du département de la Gironde, et sont convenus du dispositif suivant :

**EXPOSE**

L'utilisateur a demandé, pour l'exercice de ses missions, la mise à disposition d'un ensemble immobilier situé à BORDEAUX (33000), 230 rue Georges Mandel.

Cette demande est mise en œuvre dans les conditions fixées par la présente convention et par les circulaires du Premier ministre n° 5362/SG et n° 5363/SG du 16 janvier 2009 relatives à la politique immobilière de l'Etat.

## CONVENTION

### Article 1<sup>er</sup>

#### *Objet de la convention*

La présente convention, conclue dans le cadre des articles R2313-1 à R2313-5 et R4121-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins de la Base de Défense de Bordeaux-Mérignac, l'ensemble immobilier désigné à l'article 2 selon les modalités fixées par les articles suivants.

### Article 2

#### *Désignation de l'immeuble*

Ensemble immobilier dénommé « Logement de fonction Cadre AIA » appartenant à l'Etat, immatriculé dans CHORUS sous le numéro d'unité économique AQU/154027, sis à BORDEAUX au 230 rue Georges Mandel, édifié sur la parcelle cadastrée section 063 MD-0060, et d'une superficie totale de 283 m<sup>2</sup>. Un état récapitulatif figure en annexe 1.

Sauf prescription contraire, les dispositions de la présente convention s'appliquent automatiquement aux constructions nouvelles qui viendraient à être édifiées sur la dépendance domaniale désignée ci-dessus. Le propriétaire est informé de la réalisation de toute nouvelle construction.

### Article 3

#### *Durée de la convention*

La présente convention est conclue pour une durée de 15 années entières et consécutives qui commence le 1<sup>er</sup> janvier 2014, date à laquelle les locaux sont mis à la disposition de l'utilisateur.

La présente convention prend fin dans les conditions prévues à l'article 14.

### Article 4

#### *Etat des lieux*

Sans objet.



## Article 5

### *Ratio d'occupation*

Sans objet.

## Article 6

### *Etendue des pouvoirs de l'utilisateur*

6.1. L'usage de l'ensemble immobilier objet de la présente convention est strictement réservé au service désigné à l'article 1<sup>er</sup> et pour l'objet mentionné au même article.

6.2. Locations, autorisations d'occupation, et autres droits qui pourraient être consentis sur l'ensemble immobilier qui fait l'objet de la convention d'utilisation.

L'occupation par un tiers de cet immeuble pendant la durée de la convention donne lieu à la délivrance d'un titre d'occupation, dans les conditions de droit commun. Préalablement à sa délivrance, l'utilisateur en informe le propriétaire.

Les autorisations consenties figureront en annexe, le cas échéant.

Un bail civil a été conclu entre France Domaine central, la Société Nationale Immobilière (SNI) et la Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives (DMPA), pour une durée de 10 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, pour lequel cet ensemble immobilier a fait l'objet d'une remise à la SNI pour gestion et gardiennage (liste jointe en annexe).

## Article 7

### *Impôts et taxes*

L'utilisateur acquitte l'ensemble des taxes et contributions afférentes à l'immeuble qui fait l'objet de la présente convention.

## Article 8

### *Responsabilité*

L'utilisateur assume, sous le contrôle du propriétaire, l'ensemble des responsabilités afférentes à l'immeuble désigné à l'article 2 pour la durée de la présente convention.

## Article 9

### *Entretien et réparations*

L'utilisateur supporte l'ensemble des dépenses d'entretien courant et de petites réparations relatives à l'immeuble désigné à l'article 2.

L'utilisateur convient, avec le propriétaire, d'une programmation pluriannuelle des travaux qui s'appuie sur son contrat d'objectifs (ou sa lettre de mission ou tout document en tenant lieu).

La réalisation des dépenses d'entretien lourd mentionnées à l'annexe 1 à la charte de gestion du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat », à la charge du propriétaire, est confiée à l'utilisateur qui les effectue, sous sa responsabilité, pour le compte du propriétaire :

- avec les dotations inscrites sur son budget ;

- avec les dotations du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat » qui ont vocation à prendre le relais des premières.

Néanmoins, et à terme, dans le cadre d'un avenant à la présente convention, l'exécution des travaux pourra revenir au propriétaire, dès lors que les crédits nécessaires auront été ouverts sur le budget de l'Etat-propriétaire.

Afin de permettre le respect des objectifs fixés par l'Etat dans la loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement pour les bâtiments publics, une annexe pourra être adjointe à la présente convention, visant à déterminer les droits et obligations respectifs des bailleur et preneur en la matière et les conséquences qui en résulteraient.

#### Article 10

##### *Engagements d'amélioration de la performance immobilière*

Sans objet.

#### Article 11

##### *Loyer*

Sans objet.

#### Article 12

##### *Révision du loyer*

Sans objet.

#### Article 13

##### *Contrôle des conditions d'occupation*

Le propriétaire s'assure périodiquement des conditions dans lesquelles est entretenu et utilisé l'immeuble

Lorsque la mise en œuvre de ce contrôle permet de constater que l'immeuble est devenu inutile ou inadapté aux besoins de l'utilisateur, le propriétaire en informe l'utilisateur. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour apporter des éléments de réponse. Le propriétaire dispose ensuite d'un nouveau délai d'un mois pour répondre à ces observations.

A l'issue de ce délai, le service du domaine proposera au service utilisateur d'optimiser ou de restituer les surfaces devenues inutiles à l'accomplissement du service public mentionné à l'article 1<sup>er</sup>. Dans ce cas, la présente convention fait l'objet d'un avenant.

## Article 14

### *Terme de la convention*

#### 14.1. Terme de la convention :

La présente convention prend fin de plein droit le 31 décembre 2028.

Elle prend également fin lorsque la cession de l'immeuble a été décidée, selon les règles prévues par le code général de la propriété des personnes publiques.

#### 14.2. Résiliation anticipée de la convention :

La convention peut être résiliée avant le terme prévu :

- a) En cas de non-respect par l'utilisateur d'une obligation de la présente convention, dans un délai de six mois après mise en demeure ;
- b) A l'initiative de l'utilisateur moyennant le respect d'un préavis de six mois, sauf en cas d'urgence ;
- c) Lorsque l'intérêt public, tel qu'il est déclaré par le préfet dans une lettre adressée aux signataires de la présente convention, l'exige ;
- d) Lorsque le schéma directeur immobilier ou le SPSI décide d'une nouvelle implantation.

La résiliation est prononcée par le préfet.

## Article 15

### *Pénalités financières*

Le maintien sans titre du service occupant dans l'immeuble à l'issue de la présente convention ou après la prise d'effet de la résiliation anticipée de la convention donne lieu au paiement d'une pénalité mensuelle correspondant à trois fois le montant de la valeur locative de l'immeuble au maximum.

A défaut de paiement dans le délai d'un mois à compter de la date limite de paiement de la pénalité, le comptable spécialisé du domaine adresse à l'utilisateur une lettre de rappel valant mise en demeure.

L'intégralité des sommes dues et non payées (capital et intérêts) est traitée dans les mêmes conditions que les restes à payer liés à des baux commerciaux par le comptable spécialisé du domaine, les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels et la direction du budget jusqu'à règlement des sommes dues, à chaque étape de fin et de début de gestion.

Un exemplaire du présent acte est conservé à la préfecture.

Le représentant du service utilisateur,

**Le colonel Laurent LHERBETTE**  
commandant la Base de Défense  
de Bordeaux-Mérignac

Le représentant de l'administration  
chargée du Domaine,

Pour le Directeur Régional des Finances Publiques  
d'Aquitaine et du Département de la Gironde et par délégation,  
L'Administratrice des Finances Publiques Adjointe  
Le Responsable de la Division Domaine

  
**Cécile ULLRICH**

Le préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

  
**Jean-Michel BEDECARRAX**

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

-:- :- :-

***PREFECTURE DE GIRONDE***

-:- :- :-

**CONVENTION D'UTILISATION**

-:- :- :-

**033-2013-0130**

03 FEV. 2015

Les soussignés :

1°- L'Administration chargée du Domaine, représentée par M. Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON, Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde, dont les bureaux sont situés 24 rue François de Sourdis à BORDEAUX (Gironde), stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 12 septembre 2012, ci-après dénommée le propriétaire,

D'une part,

2°- Le Ministre de la Défense, représenté par le colonel Laurent LHERBETTE, commandant la Base de Défense de Bordeaux-Mérignac, dont les bureaux sont situés Caserne Xaintrailles, 112 boulevard du Maréchal Leclerc, Bordeaux (33), ci-après dénommé l'utilisateur,

D'autre part,

se sont présentés devant nous, préfet du département de la Gironde, et sont convenus du dispositif suivant :

**EXPOSE**

L'utilisateur a demandé, pour l'exercice de ses missions, la mise à disposition d'un ensemble immobilier situé Avenue Marcel Dassault – Lieu-dit Lartigue à MERIGNAC (33700).

Cette demande est mise en œuvre dans les conditions fixées par la présente convention et par les circulaires du Premier ministre n° 5362/SG et n° 5363/SG du 16 janvier 2009 relatives à la politique immobilière de l'Etat.

## CONVENTION

### Article 1<sup>er</sup>

#### *Objet de la convention*

La présente convention, conclue dans le cadre des articles R2313-1 à R2313-5 et R4121-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins de la Base de Défense de Bordeaux-Mérignac, l'ensemble immobilier désigné à l'article 2 selon les modalités fixées par les articles suivants.

### Article 2

#### *Désignation de l'immeuble*

Ensemble immobilier dénommé « Logement CADRES Route de Martignas » appartenant à l'Etat, immatriculé dans CHORUS sous le numéro d'unité économique AQU/160250 sis à MERIGNAC, 106, avenue Marcel Dassault – Lieu-dit Lartigue, édifié sur la parcelle cadastrée section N°281-000-ER-47, d'une superficie totale de 3392 m<sup>2</sup>. Un état récapitulatif figure en annexe 1.

Sauf prescription contraire, les dispositions de la présente convention s'appliquent automatiquement aux constructions nouvelles qui viendraient à être édifiées sur la dépendance domaniale désignée ci-dessus. Le propriétaire est informé de la réalisation de toute nouvelle construction.

### Article 3

#### *Durée de la convention*

La présente convention est conclue pour une durée de 15 années entières et consécutives qui commence le 1<sup>er</sup> janvier 2014, date à laquelle les locaux sont mis à la disposition de l'utilisateur.

La présente convention prend fin dans les conditions prévues à l'article 14.

### Article 4

#### *Etat des lieux*

Sans objet.

## Article 5

### *Ratio d'occupation*

Sans objet.

## Article 6

### *Etendue des pouvoirs de l'utilisateur*

6.1. L'usage de l'ensemble immobilier objet de la présente convention est strictement réservé au service désigné à l'article 1<sup>er</sup> et pour l'objet mentionné au même article.

6.2. Locations, autorisations d'occupation, et autres droits qui pourraient être consentis sur l'ensemble immobilier qui fait l'objet de la convention d'utilisation.

L'occupation par un tiers de cet immeuble pendant la durée de la convention donne lieu à la délivrance d'un titre d'occupation, dans les conditions de droit commun. Préalablement à sa délivrance, l'utilisateur en informe le propriétaire. Le cas échéant, les autorisations consenties figureront en annexe.

Un bail civil a été conclu entre France Domaine central, la Société Nationale Immobilière (SNI) et la Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives (DMPA), pour une durée de 10 ans à compter du 1er janvier 2009, par lequel cet ensemble immobilier a fait l'objet d'une remise à la S.N.I, pour gestion et gardiennage (liste jointe en annexe).

## Article 7

### *Impôts et taxes*

L'utilisateur acquitte l'ensemble des taxes et contributions afférentes à l'immeuble qui fait l'objet de la présente convention.

## Article 8

### *Responsabilité*

L'utilisateur assume, sous le contrôle du propriétaire, l'ensemble des responsabilités afférentes à l'immeuble désigné à l'article 2 pour la durée de la présente convention.

## Article 9

### *Entretien et réparations*

L'utilisateur supporte l'ensemble des dépenses d'entretien courant et de petites réparations relatives à l'immeuble désigné à l'article 2.

L'utilisateur convient, avec le propriétaire, d'une programmation pluriannuelle des travaux qui s'appuie sur son contrat d'objectifs (ou sa lettre de mission ou tout document en tenant lieu).

La réalisation des dépenses d'entretien lourd mentionnées à l'annexe 1 à la charte de gestion du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat », à la charge du propriétaire, est confiée à l'utilisateur qui les effectue, sous sa responsabilité, pour le compte du propriétaire :

- avec les dotations inscrites sur son budget ;

- avec les dotations du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat » qui ont vocation à prendre le relais des premières.

Néanmoins, et à terme, dans le cadre d'un avenant à la présente convention, l'exécution des travaux pourra revenir au propriétaire, dès lors que les crédits nécessaires auront été ouverts sur le budget de l'Etat-propriétaire.

Afin de permettre le respect des objectifs fixés par l'Etat dans la loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement pour les bâtiments publics, une annexe pourra être adjointe à la présente convention, visant à déterminer les droits et obligations respectifs des bailleur et preneur en la matière et les conséquences qui en résulteraient.

#### Article 10

##### *Engagements d'amélioration de la performance immobilière*

Sans objet.

#### Article 11

##### *Loyer*

Sans objet.

#### Article 12

##### *Révision du loyer*

Sans objet.

#### Article 13

##### *Contrôle des conditions d'occupation*

Le propriétaire s'assure périodiquement des conditions dans lesquelles est entretenu et utilisé l'immeuble.

Lorsque la mise en œuvre de ce contrôle permet de constater que l'immeuble est devenu inutile ou inadapté aux besoins de l'utilisateur, le propriétaire en informe l'utilisateur. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour apporter des éléments de réponse. Le propriétaire dispose ensuite d'un nouveau délai d'un mois pour répondre à ces observations.

A l'issue de ce délai, le service du domaine proposera au service utilisateur d'optimiser ou de restituer les surfaces devenues inutiles à l'accomplissement du service public mentionné à l'article 1<sup>er</sup>. Dans ce cas, la présente convention fait l'objet d'un avenant.

#### Article 14

##### *Terme de la convention*

14.1. Terme de la convention :

La présente convention prend fin de plein droit le 31 décembre 2028.



Elle prend également fin lorsque la cession de l'immeuble a été décidée, selon les règles prévues par le code général de la propriété des personnes publiques.

#### 14.2. Résiliation anticipée de la convention :

La convention peut être résiliée avant le terme prévu :

- a) En cas de non-respect par l'utilisateur d'une obligation de la présente convention, dans un délai de six mois après mise en demeure ;
- b) A l'initiative de l'utilisateur moyennant le respect d'un préavis de six mois, sauf en cas d'urgence ;
- c) Lorsque l'intérêt public, tel qu'il est déclaré par le préfet dans une lettre adressée aux signataires de la présente convention, l'exige ;
- d) Lorsque le schéma directeur immobilier ou le SPSI décide d'une nouvelle implantation.

La résiliation est prononcée par le préfet.

### Article 15

#### *Pénalités financières*


Le maintien sans titre du service occupant dans l'immeuble à l'issue de la présente convention ou après la prise d'effet de la résiliation anticipée de la convention donne lieu au paiement d'une pénalité mensuelle correspondant à trois fois le montant de la valeur locative de l'immeuble.

A défaut de paiement dans le délai d'un mois à compter de la date limite du paiement de la pénalité, le comptable spécialisé du domaine adresse à l'utilisateur une lettre de rappel valant mise en demeure.

L'intégralité des sommes dues et non payées (capital et intérêts) est traitée dans les mêmes conditions que les restes à payer liés à des baux commerciaux par le comptable spécialisé du domaine, les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels et la direction du budget jusqu'à règlement des sommes dues, à chaque étape de fin et de début de gestion.

Un exemplaire du présent acte est conservé à la préfecture.

Le représentant du service utilisateur,

  
**Le colonel Laurent LHERBETTE**  
commandant la Base de Défense  
de Bordeaux-Mérignac

Le représentant de l'administration  
chargée du Domaine,

  
Pour le Directeur Régional des Finances Publiques  
d'Aquitaine et du Département de la Gironde et par délégation,  
L'Administratrice des Finances Publiques Adjointe  
Le Responsable de la Division Domaine  
**Cécile ULLRICH**

Le préfet,

  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

  
Jean-Michel BEDECARRAX



**REPUBLIQUE FRANCAISE**

-:- :- :-

***PREFECTURE DE GIRONDE***

-:- :- :-

**CONVENTION D'UTILISATION**

-:- :- :-

**033-2013-0132**

03 FEV. 2015

Les soussignés :

1°- L'Administration chargée du Domaine, représentée par M. Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON, Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde, dont les bureaux sont situés 24 rue François de Sourdis à BORDEAUX (Gironde), stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 12 septembre 2012, ci-après dénommée le propriétaire,

D'une part,

2°- Le Ministre de la Défense, représenté par le colonel Laurent LHERBETTE, commandant la Base de Défense de Bordeaux-Mérignac, dont les bureaux sont situés Caserne Xaintrailles, 112 boulevard du Maréchal Leclerc, Bordeaux (33), ci-après dénommé l'utilisateur,

D'autre part,

se sont présentés devant nous, préfet du département de la Gironde, et sont convenus du dispositif suivant :

**EXPOSE**

L'utilisateur a demandé, pour l'exercice de ses missions, la mise à disposition d'un ensemble immobilier situé rue Hortense à Bordeaux (33000).

Cette demande est mise en œuvre dans les conditions fixées par la présente convention et par les circulaires du Premier ministre n° 5362/SG et n° 5363/SG du 16 janvier 2009 relatives à la politique immobilière de l'Etat.

## CONVENTION

### Article 1<sup>er</sup>

#### *Objet de la convention*

La présente convention, conclue dans le cadre des articles R2313-1 à R2313-5 et R4121-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins de la Base de Défense de Bordeaux-Mérignac, l'ensemble immobilier désigné à l'article 2 selon les modalités fixées par les articles suivants.

### Article 2

#### *Désignation de l'immeuble*

Ensemble immobilier dénommé « Logements Niel » appartenant à l'Etat, immatriculé dans CHORUS sous le numéro d'unité économique AQU/156792, sis 82 rue Hortense, à BORDEAUX, édifié sur la parcelle cadastrée section N°063-000-AZ 7, d'une superficie totale de 1229 m<sup>2</sup>. Un état récapitulatif figure en annexe 1.

Sauf prescription contraire, les dispositions de la présente convention s'appliquent automatiquement aux constructions nouvelles qui viendraient à être édifiées sur la dépendance domaniale désignée ci-dessus. Le propriétaire est informé de la réalisation de toute nouvelle construction.

### Article 3

#### *Durée de la convention*

La présente convention est conclue pour une durée de 15 années entières et consécutives qui commence le 1<sup>er</sup> janvier 2014, date à laquelle les locaux sont mis à la disposition de l'utilisateur.

La présente convention prend fin dans les conditions prévues à l'article 14.

### Article 4

#### *Etat des lieux*

Sans objet.

## Article 5

### *Ratio d'occupation*

Sans objet.

## Article 6

### *Etendue des pouvoirs de l'utilisateur*

6.1. L'usage de l'ensemble immobilier objet de la présente convention est strictement réservé au service désigné à l'article 1<sup>er</sup> et pour l'objet mentionné au même article.

6.2. Locations, autorisations d'occupation, et autres droits qui pourraient être consentis sur l'ensemble immobilier qui fait l'objet de la convention d'utilisation.

L'occupation par un tiers de cet immeuble pendant la durée de la convention donne lieu à la délivrance d'un titre d'occupation, dans les conditions de droit commun. Préalablement à sa délivrance, l'utilisateur en informe le propriétaire. Le cas échéant, les autorisations consenties figureront en annexe.

Un bail civil a été conclu entre France Domaine central, la Société Nationale Immobilière (SNI) et la Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives (DMPA), pour une durée de 10 ans à compter du 1er janvier 2009, par lequel cet ensemble immobilier a fait l'objet d'une remise à la S.N.I. pour gestion et gardiennage (liste jointe en annexe).

## Article 7

### *Impôts et taxes*

L'utilisateur acquitte l'ensemble des taxes et contributions afférentes à l'immeuble qui fait l'objet de la présente convention.

## Article 8

### *Responsabilité*

L'utilisateur assume, sous le contrôle du propriétaire, l'ensemble des responsabilités afférentes à l'immeuble désigné à l'article 2 pour la durée de la présente convention.

## Article 9

### *Entretien et réparations*

L'utilisateur supporte l'ensemble des dépenses d'entretien courant et de petites réparations relatives à l'immeuble désigné à l'article 2.

L'utilisateur convient, avec le propriétaire, d'une programmation pluriannuelle des travaux qui s'appuie sur son contrat d'objectifs (ou sa lettre de mission ou tout document en tenant lieu).

La réalisation des dépenses d'entretien lourd mentionnées à l'annexe 1 à la charte de gestion du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat », à la charge du propriétaire, est confiée à l'utilisateur qui les effectue, sous sa responsabilité, pour le compte du propriétaire :

- avec les dotations inscrites sur son budget ;

- avec les dotations du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat » qui ont vocation à prendre le relais des premières.

Néanmoins, et à terme, dans le cadre d'un avenant à la présente convention, l'exécution des travaux pourra revenir au propriétaire, dès lors que les crédits nécessaires auront été ouverts sur le budget de l'Etat-propriétaire.

Afin de permettre le respect des objectifs fixés par l'Etat dans la loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement pour les bâtiments publics, une annexe pourra être adjointe à la présente convention, visant à déterminer les droits et obligations respectifs des bailleur et preneur en la matière et les conséquences qui en résulteraient.

#### Article 10

##### *Engagements d'amélioration de la performance immobilière*

Sans objet.

#### Article 11

##### *Loyer*

Sans objet.

#### Article 12

##### *Révision du loyer*

Sans objet.

#### Article 13

##### *Contrôle des conditions d'occupation*

Le propriétaire s'assure périodiquement des conditions dans lesquelles est entretenu et utilisé l'immeuble.

Lorsque la mise en œuvre de ce contrôle permet de constater que l'immeuble est devenu inutile ou inadapté aux besoins de l'utilisateur, le propriétaire en informe l'utilisateur. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour apporter des éléments de réponse. Le propriétaire dispose ensuite d'un nouveau délai d'un mois pour répondre à ces observations.

A l'issue de ce délai, le service du domaine proposera au service utilisateur d'optimiser ou de restituer les surfaces devenues inutiles à l'accomplissement du service public mentionné à l'article 1<sup>er</sup>. Dans ce cas, la présente convention fait l'objet d'un avenant.

## Article 14

### *Terme de la convention*

#### 14.1. Terme de la convention :

La présente convention prend fin de plein droit le 31 décembre 2028.

Elle prend également fin lorsque la cession de l'immeuble a été décidée, selon les règles prévues par le code général de la propriété des personnes publiques.

#### 14.2. Résiliation anticipée de la convention :

La convention peut être résiliée avant le terme prévu :

- a) En cas de non-respect par l'utilisateur d'une obligation de la présente convention, dans un délai de six mois après mise en demeure ;
- b) A l'initiative de l'utilisateur moyennant le respect d'un préavis de six mois, sauf en cas d'urgence ;
- c) Lorsque l'intérêt public, tel qu'il est déclaré par le préfet dans une lettre adressée aux signataires de la présente convention, l'exige ;
- d) Lorsque le schéma directeur immobilier ou le SPSI décide d'une nouvelle implantation.

La résiliation est prononcée par le préfet.

## Article 15

### *Pénalités financières*

Le maintien sans titre du service occupant dans l'immeuble à l'issue de la présente convention ou après la prise d'effet de la résiliation anticipée de la convention donne lieu au paiement d'une pénalité mensuelle correspondant à trois fois le montant de la valeur locative de l'immeuble.

A défaut de paiement dans le délai d'un mois à compter de la date limite du paiement de la pénalité, le comptable spécialisé du domaine adresse à l'utilisateur une lettre de rappel valant mise en demeure.

L'intégralité des sommes dues et non payées (capital et intérêts) est traitée dans les mêmes conditions que les restes à payer liés à des baux commerciaux par le comptable spécialisé du domaine, les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels et la direction du budget jusqu'à règlement des sommes dues, à chaque étape de fin et de début de gestion.

Un exemplaire du présent acte est conservé à la préfecture.


Le représentant du service utilisateur,

  
**Le colonel Laurent LHERBETTE**  
commandant la Base de Défense  
de Bordeaux-Mérignac

Le préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

  
Jean-Michel BEDECARRAX

Le représentant de l'administration  
chargée du Domaine,

  
Région Nouvelle-Aquitaine des Finances Publiques  
d'Aquitaine et du Département de la Gironde et par dérogation,  
L'Administratrice des Finances Publiques Adjointe  
Le Responsable de la Division Domaine

Cécile ULLRICH



REPUBLIQUE FRANCAISE

-:- :- :-

*PREFECTURE DE GIRONDE*

-:- :- :-

CONVENTION D'UTILISATION

-:- :- :-

033-2013-0131

03 FEV. 2015

Les soussignés :

1°- L'Administration chargée du Domaine, représentée par Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON, Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde, dont les bureaux sont situés 24 rue François de Sourdis à BORDEAUX (Gironde), stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 12 septembre 2012, ci-après dénommée le propriétaire,

D'une part,

2°- Le Ministère de la défense, représenté par le colonel Laurent LHERBETTE, Commandant la Base de Défense de Bordeaux-Mérignac, dont les bureaux sont situés Caserne Xaintrailles, 112 boulevard du Maréchal Leclerc, Bordeaux (33), ci-après dénommé l'utilisateur,

D'autre part,

se sont présentés devant nous, préfet du département de la Gironde, et sont convenus du dispositif suivant :

**EXPOSE**

L'utilisateur a demandé, pour l'exercice de ses missions, la mise à disposition d'un ensemble immobilier situé à BEGLES (33130), Boulevard Jean-Jacques BOSC.

Cette demande est mise en œuvre dans les conditions fixées par la présente convention et par les circulaires du Premier ministre n° 5362/SG et n° 5363/SG du 16 janvier 2009 relatives à la politique immobilière de l'Etat.

## CONVENTION

### Article 1<sup>er</sup>

#### *Objet de la convention*

La présente convention, conclue dans le cadre des articles R. 2313-1 à R. 2313-5 et R. 4121-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur, pour les besoins de la Base de Défense de Bordeaux-Mérignac, l'ensemble immobilier désigné à l'article 2 selon les modalités fixées par les articles suivants.

### Article 2

#### *Désignation de l'immeuble*

Ensemble immobilier dénommé « Logements Jean-Jacques Bosc » appartenant à l'Etat, immatriculé dans CHORUS sous le numéro d'unité économique AQUI/157636, sis à BEGLES (33130), 380 Boulevard Jean-Jacques Bosc et édifié sur la parcelle cadastrée section N°039-000-AD-456, d'une superficie totale de 1946 m<sup>2</sup>, tel qu'il figure sur l'extrait du plan en annexe 2. Un état récapitulatif figure en annexe 1.

Sauf prescription contraire, les dispositions de la présente convention s'appliquent automatiquement aux constructions nouvelles qui viendraient à être édifiées sur la dépendance domaniale désignée ci-dessus. Le propriétaire est informé de la réalisation de toute nouvelle construction.

### Article 3

#### *Durée de la convention*

La présente convention est conclue pour une durée de 15 années entières et consécutives qui commence le 1<sup>er</sup> janvier 2014, date à laquelle les locaux sont mis à la disposition de l'utilisateur.

La présente convention prend fin dans les conditions prévues à l'article 14.

### Article 4

#### *Etat des lieux*

Sans objet.

### Article 5

#### *Ratio d'occupation*

Sans objet.

## Article 6

### *Etendue des pouvoirs de l'utilisateur*

6.1 L'usage de l'ensemble immobilier objet de la présente convention est strictement réservé au service désigné à l'article 1<sup>er</sup> et pour l'objet mentionné au même article.

6.2 Locations, autorisations d'occupation, et autres droits qui pourraient être consentis sur l'ensemble immobilier qui fait l'objet de la convention d'utilisation.

L'occupation par un tiers de cet immeuble pendant la durée de la convention donne lieu à la délivrance d'un titre d'occupation, dans les conditions de droit commun. Préalablement à sa délivrance, l'utilisateur en informe le propriétaire.

Les autorisations consenties figureront en annexe, le cas échéant.

Un bail civil a été conclu entre France Domaine central, la Société Nationale Immobilière (SNI) et la Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives (DMPA), pour une durée de 10 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, pour lequel cet ensemble immobilier a fait l'objet d'une remise à la SNI pour gestion et gardiennage (liste jointe en annexe 3).

## Article 7

### *Impôts et taxes*

L'utilisateur acquitte l'ensemble des taxes et contributions afférentes à l'immeuble qui fait l'objet de la présente convention.

## Article 8

### *Responsabilité*

L'utilisateur assume, sous le contrôle du propriétaire, l'ensemble des responsabilités afférentes à l'immeuble désigné à l'article 2 pour la durée de la présente convention.

## Article 9

### *Entretien et réparations*

L'utilisateur supporte l'ensemble des dépenses d'entretien courant et de petites réparations relatives à l'immeuble désigné à l'article 2.

L'utilisateur convient, avec le propriétaire, d'une programmation pluriannuelle des travaux qui s'appuie sur son contrat d'objectifs (ou sa lettre de mission ou tout document en tenant lieu).

La réalisation des dépenses d'entretien lourd mentionnées à l'annexe 1 à la charte de gestion du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat », à la charge du propriétaire, est confiée à l'utilisateur qui les effectue, sous sa responsabilité, pour le compte du propriétaire :

- avec les dotations inscrites sur son budget ;
- avec les dotations du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat » qui ont vocation à prendre le relais des premières.

Néanmoins et à terme, dans le cadre d'un avenant à la présente convention, l'exécution des travaux pourra revenir au propriétaire, dès lors que les crédits nécessaires auront été ouverts sur le budget de l'Etat-propriétaire.

Afin de permettre le respect des objectifs fixés par l'Etat dans la loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement pour les bâtiments publics, une annexe pourra être adjointe à la présente convention, visant à déterminer les droits et obligations respectifs des bailleur et preneur en la matière et les conséquences qui en résulteraient.

#### Article 10

##### *Engagements d'amélioration de la performance immobilière*

Sans objet.

#### Article 11

##### *Loyer*

Sans objet.

#### Article 12

##### *Révision du loyer*

Sans objet.

#### Article 13

##### *Contrôle des conditions d'occupation*

Le propriétaire s'assure, périodiquement, des conditions dans lesquelles est entretenu et utilisé l'immeuble remis à l'utilisateur.

Lorsque la mise en œuvre de ce contrôle permet de constater que l'immeuble est devenu inutile ou inadapté aux besoins de l'utilisateur, le propriétaire en informe l'utilisateur. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour apporter des éléments de réponse. Le propriétaire dispose ensuite d'un nouveau délai d'un mois pour répondre à ces observations.

A l'issue de ce délai, le service du domaine proposera au service utilisateur d'optimiser ou de restituer les surfaces devenues inutiles à l'accomplissement du service public mentionné à l'article 1<sup>er</sup>. Dans ce cas, la présente convention fait l'objet d'un avenant.

## Article 14

*Terme de la convention*

## 14.1. Terme de la convention :

La présente convention prend fin de plein droit le 31 décembre 2028.

Elle prend également fin lorsque la cession de l'immeuble a été décidée, selon les règles prévues par le code général de la propriété des personnes publiques.

## 14.2. Résiliation anticipée de la convention :

La convention peut être résiliée avant le terme prévu :

- a) en cas de non-respect par l'utilisateur d'une de ses obligations, dans un délai de six mois après mise en demeure ;
- b) à l'initiative de l'utilisateur moyennant le respect d'un préavis de six mois, sauf en cas d'urgence ;
- c) lorsque l'intérêt public, tel qu'il est déclaré par le préfet dans une lettre adressée aux signataires de la présente convention, l'exige.
- d) lorsque le schéma directeur immobilier ou le SPSI décide d'une nouvelle implantation.

La résiliation est prononcée par le préfet.

## Article 15

*Pénalités financières*

Le maintien sans titre du service occupant dans l'immeuble à l'issue de la présente convention ou après la prise d'effet de la résiliation anticipée de la convention donne lieu au paiement d'une pénalité mensuelle correspondant à trois fois le montant de la valeur locative de l'immeuble au maximum.

A défaut de paiement dans le délai d'un mois à compter de la date limite de paiement de la pénalité, le comptable spécialisé du domaine adresse à l'utilisateur une lettre de rappel valant mise en demeure.

L'intégralité des sommes dues et non payées (capital et intérêts) est traitée dans les mêmes conditions que les restes à payer liés à des baux commerciaux par le comptable spécialisé du domaine, les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels et la direction du budget jusqu'à règlement des sommes dues, à chaque étape de fin et de début de gestion.

Un exemplaire du présent acte est conservé à la préfecture.

Le représentant du service utilisateur,

  
**Le colonel Laurent LHERBETTE**  
 commandant le Base de Défense  
 de Bordeaux-Mérignac

Le Préfet  
 Pour le Préfet,  
 Le Secrétaire Général  
  
 Jean-Michel BEDECARRAX

5

Le représentant de l'administration  
 chargée des domaines

  
 Pour le Directeur Régional des Finances Publiques  
 d'Aquitaine et du Gouvernement de la Gironde et par délégation  
 L'Administration des Finances Publiques / Gironde  
 Le Responsable de la Division Domaines  
**Cécile ULLRICH**



**Décision relative à l'affectation des agents de l'inspection du  
travail au sein de l'Unité Territoriale de la Gironde et à  
l'organisation de l'intérim des agents de l'inspection du travail.**

Téléphone :  
0556999600  
Télécopie :  
0556999699

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Aquitaine

Vu, le code du Travail, notamment le livre 1<sup>er</sup> de la huitième partie,

Vu, le décret N° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

VU le décret n°2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'inspection,

Vu, la décision du 3 septembre 2014 relative à la délimitation des unités de contrôle de l'unité territoriale de la Gironde de la Direccte Aquitaine, publiée au RAA de la préfecture de la Gironde ;

Vu, la décision du 4 Septembre 2014 relative à la délimitation des sections d'inspection du Travail de l'unité territoriale de Gironde de la Direccte Aquitaine, publiée au RAA de la préfecture de la Gironde ;

**Décide :**

**Article 1er**

Les décisions relatives à la délimitation des sections d'inspection du travail du département de la Gironde de la région Aquitaine signées le 3 novembre 2014 (n° 201430760005) et le 24 novembre 2014 (n°2014328-0002) publiées respectivement au Recueil des Actes Administratifs (registre normal) le 19 novembre 2014 et le 19 décembre 2014 sont modifiées et remplacées par la présente décision.

**Article 2**

Les agents de contrôle de l'inspection du travail dont les noms suivent sont chargés de chacune des sections géographiques de ou des unités de contrôle de l'unité territoriale chargée des politiques du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de développement des entreprises de (département)

Unité de **contrôle Littoral**, située à la Direccte Aquitaine, Unité territoriale de la Gironde, 118 cours du Maréchal Juin, 33075 Bordeaux Cedex

|         |    |                 |             |                       |
|---------|----|-----------------|-------------|-----------------------|
| Section | 1  | Non affecté     | Non affecté |                       |
|         | 2  | Sandrine        | AGOSTINI    | Contrôleur du Travail |
|         | 3  | Véronique       | SENDEX      | Contrôleur du Travail |
|         | 4  | Eliane          | BRACOT      | Inspecteur du travail |
|         | 5  | Marie-Françoise | DECHAUME    | Contrôleur du Travail |
|         | 6  | Patricia        | BOÉ         | Inspecteur du travail |
|         | 7  | Sylvie          | MIRAMON     | Contrôleur du Travail |
|         | A1 | Non affecté     | Non affecté |                       |
|         | A2 | Non affecté     | Non affecté |                       |
|         | A3 | Non affecté     | Non affecté |                       |

Unité de **contrôle Sud Ouest**, située à la Direccte Aquitaine, Unité territoriale de la Gironde, 118 cours du Maréchal Juin, 33075 Bordeaux Cedex

|         |    |             |                 |                       |
|---------|----|-------------|-----------------|-----------------------|
| Section | 1  | Sylvie      | DUBEDAT         | Contrôleur du Travail |
|         | 2  | Didier      | ROUCEL          | Inspecteur du travail |
|         | 3  | Non affecté | Non affecté     |                       |
|         | 4  | Monique     | ARNAUD          | Inspecteur du travail |
|         | 5  | Patrick     | MOREAU          | Inspecteur du travail |
|         | 6  | Virginie    | CHRESTIA-CABANE | Inspecteur du travail |
|         | 7  | Non affecté | Non affecté     |                       |
|         | 8  | Non affecté | Non affecté     |                       |
|         | 9  | Cyrille     | OYHARCABAL      | Inspecteur du travail |
|         | 10 | Christelle  | IBANEZ          | Inspecteur du travail |
|         | A4 | Martine     | DELAGE          | Inspecteur du travail |

Unité de **contrôle Sud Est**, située à la Direccte Aquitaine, Unité territoriale de la Gironde, 118 cours du Maréchal Juin, 33075 Bordeaux Cedex

|         |    |             |                |                       |
|---------|----|-------------|----------------|-----------------------|
| Section | 1  | Corinne     | TASSAN-MAZZOCO | Contrôleur du Travail |
|         | 2  | Non affecté | Non affecté    |                       |
|         | 3  | Christine   | BERGERE-AMICE  | Inspecteur du travail |
|         | 4  | Beatrice    | DELATTRE       | Contrôleur du Travail |
|         | 5  | Joelle      | BATTELLO       | Contrôleur du Travail |
|         | 6  | Non affecté | Non affecté    |                       |
|         | A5 | Sylvie      | TRIDON         | Inspecteur du Travail |
|         | A6 | Olivier     | JORIS          | Contrôleur du Travail |

Unité de contrôle Nord Est, située à la Direccte Aquitaine, Unité territoriale de la Gironde, 118 cours du Maréchal Juin, 33075 Bordeaux Cedex

|         |    |           |                    |                       |
|---------|----|-----------|--------------------|-----------------------|
| Section | 1  | Victor    | BACLET             | Contrôleur du Travail |
|         | 2  | Chantal   | CORNE              | Contrôleur du Travail |
|         | 3  | Fabienne  | MARSALEIX          | Contrôleur du Travail |
|         | 4  | Martine   | BRUN               | Contrôleur du Travail |
|         | 5  | Ingrid    | ANGELINI-SIMONETTO | Inspecteur du travail |
|         | 6  | Gaëlle    | MARC               | Inspecteur du travail |
|         | 7  | Dominique | BADARD             | Contrôleur du Travail |
|         | A7 | Isabelle  | DARMANCIER         | Contrôleur du Travail |
|         | A8 | Barbara   | SOORS              | Inspecteur du travail |
|         | A9 | Nathalie  | POUMAREDE          | Inspecteur du travail |

Unité de contrôle de Bordeaux, située à la Direccte Aquitaine, Unité territoriale de la Gironde, 118 cours du Maréchal Juin, 33075 Bordeaux Cedex

|         |    |             |             |                        |
|---------|----|-------------|-------------|------------------------|
| Section | 1  | Non affecté | Non affecté |                        |
|         | 2  | Damian      | KAWÉ        | Contrôleur du Travail  |
|         | 3  | Lauriane    | CATALA      | Inspectrice du Travail |
|         | 4  | Françoise   | PETIT       | Inspecteur du travail  |
|         | 5  | Fatiha      | HADJ-CHERIF | Contrôleur du travail  |
|         | 6  | Non affecté | Non affecté |                        |
|         | 7  | Non affecté | Non affecté |                        |
|         | 8  | Patrick     | VOLTO       | Inspecteur du travail  |
|         | 9  | Valérie     | LACROIX     | Inspecteur du travail  |
|         | 10 | Céline      | RANQUE      | Inspecteur du travail  |
|         | 11 | Non affecté | Non affecté |                        |

**Article 3 : modalités d'affectation complémentaire.**

Dans les entreprises situées dans les sections suivantes la prise de décisions administratives relevant de la seule compétence des Inspecteurs du Travail, ainsi que, le cas échéant, le contrôle des entreprises employant 50 salariés ou plus sont organisés comme suivant :

**UNITE DE CONTROLE SECTEUR LITTORAL**

| <b>Section</b> | <b>Agent de contrôle suppléé</b> | <b>Désignation de l'IT compétent <u>par ordre de priorité</u> pour toute prise de décision IT et/ou pour le contrôle des entreprises employant 50 salariés et plus, le cas échéant et si besoin est</b> |
|----------------|----------------------------------|---|
| <b>A1</b>      | <b>Non affecté</b>               | <b>1. BRACOT Eliane<br/>2. CHRESTIA-CABANNE Virginie<br/>3. LACROIX Valérie<br/>4. ROUCEL Didier</b>  |
| <b>A2</b>      | <b>Non affecté</b>               | <b>1. CHRESTIA-CABANNE Virginie<br/>2. ROUCEL Didier<br/>3. BRACOT Eliane<br/>4. BOE Patricia</b>   |
| <b>A3</b>      | <b>Non affecté</b>               | <b>1. BOE Patricia<br/>2. ROUCEL Didier<br/>3. CHRESTIA-CABANNE Virginie<br/>4. BRACOT Eliane</b>   |
| <b>L1</b>      | <b>Non affecté</b>               | <b>1. PETIT Françoise<br/>2. BOE Patricia<br/>3. IBANEZ Christelle<br/>4. BRACOT Eliane</b>   |
| <b>L2</b>      | <b>AGOSTINI Sandrine</b>         | <b>1. BERGERE Christine<br/>2. IBANEZ Christelle<br/>3. BOE Patricia<br/>4. LACROIX Valérie</b>   |
| <b>L3</b>      | <b>SENDEX Véronique</b>          | <b>1. ROUCEL Didier<br/>2. ARNAUD Monique<br/>3. OYHARCABAL Cyrille<br/>4. LACROIX Valérie</b>  |
| <b>L5</b>      | <b>DECHAUME Marie-Françoise</b>  | <b>1. ARNAUD Monique<br/>2. RANQUE Céline<br/>3. ROUCEL Didier<br/>4. OYHARCABAL Cyrille</b>  |
| <b>L7</b>      | <b>MIRAMON Sylvie</b>            | <b>1. BOÉ Patricia<br/>2. BRACOT Eliane<br/>3. CHRESTIA-CABANNE Virginie<br/>4. ROUCEL Didier</b>   |

**UNITE DE CONTROLE SECTEUR SUD-OUEST**

| Section | Agent de contrôle suppléé | Désignation de l'IT compétent par ordre de priorité pour toute prise de décision IT et/ou pour le contrôle des entreprises employant 50 salariés et plus, le cas échéant et si besoin est |
|---------|---------------------------|---|
| 3       | Non affecté               | 1. IBANEZ Christelle<br>2. BRACOT Eliane<br>3. DELAGE Martine<br>4. ARNAUD Monique  |
| 1       | DUBEDAT Sylvie            | 1. DELAGE Martine<br>2. MOREAU Patrick<br>3. ARNAUD Monique<br>4. ROUCEL Didier   |
| 7       | Non affecté               | 1. OYHARCABAL Cyrille<br>2. VOLTO Patrick<br>3. PETIT Françoise<br>4. BRACOT Eliane   |
| 8       | Non affecté               | 1. MOREAU Patrick<br>2. OYHARCABAL Cyrille<br>3. ARNAUD Monique<br>4. IBANEZ Christelle   |

**UNITE DE CONTROLE SECTEUR SUD-EST**

| Section | Agent de contrôle suppléé | Désignation de l'IT compétent par ordre de priorité pour toute prise de décision IT et/ou pour le contrôle des entreprises employant 50 salariés et plus, le cas échéant et si besoin est |
|---------|---------------------------|---|
| A6      | JORIS Olivier             | 1. TRIDON Sylvie<br>2. BERGERE Christine<br>3. DELAGE Martine<br>4. MOREAU Patrick  |
| 1       | TASSAN-MAZZOCCO Corinne   | 1. BERGERE Christine<br>2. TRIDON Sylvie<br>3. CATALA Lauriane<br>4. MOREAU Patrick   |
| 2       | Non affecté               | 1. MOREAU Patrick<br>2. VOLTO Patrick<br>3. RANQUE Céline<br>4. BERGERE Christine   |
| 4       | DELATTRE Béatrice         | 1. ARNAUD Monique<br>2. DELAGE Martine<br>3. BERGERE Christine<br>4. VOLTO Patrick  |
| 5       | BATTELLO Joëlle           | 1. MARC Gaëlle<br>2. SOORS Barbara  |



|   |             |   |
|---|-------------|---|
|   |             | 3. BERGERE Christine<br>4. TRIDON Sylvie  |
| 6 | Non affecté | 1. <b>POUMAREDE Nathalie</b><br>2. PETIT Françoise<br>3. OYHARCABAL Cyrille<br>4. CHRESTIA-CABANNE virginie |

#### **UNITE DE CONTROLE SECTEUR NORD-EST**

| Section | Agent de contrôle suppléé | Désignation de l'IT compétent par ordre de priorité pour toute prise de décision IT et/ou pour le contrôle des entreprises employant 50 salariés et plus, le cas échéant et si besoin est |
|---------|---------------------------|---|
| A7      | DARMANCIER Isabelle       | 1. <b>POUMAREDE Nathalie</b><br>2. SOORS Barbara<br>3. TRIDON Sylvie<br>4. DELAGE Martine   |
| 1       | BACLET Victor             | 1. <b>ANGELINI Ingrid</b><br>2. CATALA Lauriane<br>3. MARC Gaëlle<br>4. POUMAREDE Nathalie  |
| 2       | CORNE Chantal             | 1. <b>SOORS Barbara</b><br>2. LACROIX Valérie<br>3. PETIT Françoise<br>4. ANGELINI Ingrid   |
| 3       | MARSALEIX Fabienne        | 1. <b>IBANEZ Christelle</b><br>2. TRIDON Sylvie<br>3. SOORS Barbara<br>4. MARC Gaëlle   |
| 4       | BRUN Martine              | 1. <b>ANGELINI Ingrid</b><br>2. MARC Gaëlle<br>3. SOORS Barbara<br>4. POUMAREDE Nathalie  |
| 7       | BADARD Dominique          | 1. <b>MARC Gaëlle</b><br>2. POUMAREDE Nathalie<br>3. ANGELINI Ingrid<br>4. TRIDON Sylvie  |

#### **UNITE DE CONTROLE SECTEUR DE BORDEAUX**

| Section | Agent de contrôle suppléé | Désignation de l'IT compétent par ordre de priorité pour toute prise de décision IT et/ou pour le contrôle des entreprises employant 50 salariés et plus, le cas échéant et si besoin est |
|---------|---------------------------|---|
| 1       | Non affecté               | 1. <b>LACROIX Valérie</b><br>2. OYHACABAL Cyrille   |

|    |                    |  |
|----|--------------------|--|
|    |                    | 3. POUMAREDE Nathalie<br>4. IBANEZ Christelle  |
| 2  | KAWÉ Damian        | 1. CATALA Lauriane<br>2. BERGERE Christine<br>3. ANGELINI Ingrid<br>4. PETIT Françoise           |
| 5  | HADJ-CHERIF Fatiha | 1. CHRESTIA-CABANNE Virginie<br>2. ANGELINI Ingrid<br>3. CATALA Lauriane<br>4. IBANEZ Christelle |
| 6  | Non affecté        | 1. PETIT Françoise<br>2. BRACOT Eliane<br>3. VOLTO Patrick<br>4. RANQUE Céline                   |
| 7  | Non affecté        | 1. VOLTO Patrick<br>2. DELAGE Martine<br>3. RANQUE Céline<br>4. LACROIX Valérie                  |
| 11 | Non affecté        | 1. RANQUE Céline<br>2. CATALA Lauriane<br>3. LACROIX Valérie<br>4. DELAGE Martine                |

**Article 4:**

En cas d'absence ou d'empêchement d'un ou plusieurs agents de contrôle ci-dessus désignés, l'intérim est organisé selon le tableau joint en annexe.

**Article 5 :**

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de la totalité des inspecteurs du travail faisant obstacle à ce que l'intérim soit assuré selon les modalités fixées à l'article 3 et en l'absence de tout inspecteur du travail présent dans l'unité territoriale de la Gironde, l'intérim est assuré selon les modalités suivantes :

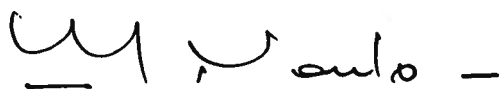
| Prénom    | Nom        | Intérim       | ou si<br>empêchement | si empêchement | si empêchement |
|-----------|------------|---------------|----------------------|----------------|----------------|
| Fabien    | GRANDJEAN  | Laure MEDJANI | CLINCHAMPS           | LAPEYRADE      | RODEGHIERO     |
| Laure     | MEDJANI    | CLINCHAMPS    | RODEGHIERO           | GRANDJEAN      | LAPEYRADE      |
| Vincent   | CLINCHAMPS | RODEGHIERO    | LAPEYRADE            | Laure MEDJANI  | GRANDJEAN      |
| Sébastien | RODEGHIERO | LAPEYRADE     | GRANDJEAN            | CLINCHAMPS     | Laure MEDJANI  |
| Sandra    | LAPEYRADE  | GRANDJEAN     | Laure MEDJANI        | RODEGHIERO     | CLIN CHAMPS    |

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27 janvier 2015

Le Direccte Aquitaine, *par intérim*

Thierry NAUDOU



## U.C. Sud-Ouest - Section 5

**Patrick MOREAU**

**Inspecteur du Travail**

| <b>Intérim</b>       | <b>Virginie CRESTIA CABANNE</b> | <b>Inspectrice du Travail</b> |
|----------------------|---------------------------------|-------------------------------|
| Si absent ou empêché | Cyrille OYHARCABAL              | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Christelle IBANEZ               | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Martine DELAGE                  | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Christine BERGERE AMICE         | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Sylvie TRIDON                   | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Ingrid ANGELINI SIMONETTO       | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Gaëlle MARC                     | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Barbara SOORS                   | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Nathalie POUMAREDE              | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Françoise PETIT                 | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patrick VOLTO                   | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Valérie LACROIX                 | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Céline RANQUE                   | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Lauriane CATALA                 | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Eliane BRACOT                   | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patricia BOÉ                    | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Didier ROUCEL                   | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Monique ARNAUD                  | Inspectrice du Travail        |

## U.C. Sud-Ouest - Section 6

**Virginie CRESTIA CABANNE**

**Inspectrice du Travail**

| <b>Intérim</b>       | <b>Cyrille OYHARCABAL</b> | <b>Inspecteur du Travail</b> |
|----------------------|---------------------------|------------------------------|
| Si absent ou empêché | Christelle IBANEZ         | Inspectrice du Travail       |
| Si absent ou empêché | Martine DELAGE            | Inspectrice du Travail       |
| Si absent ou empêché | Christine BERGERE AMICE   | Inspectrice du Travail       |
| Si absent ou empêché | Sylvie TRIDON             | Inspectrice du Travail       |
| Si absent ou empêché | Ingrid ANGELINI SIMONETTO | Inspectrice du Travail       |
| Si absent ou empêché | Gaëlle MARC               | Inspectrice du Travail       |
| Si absent ou empêché | Barbara SOORS             | Inspectrice du Travail       |
| Si absent ou empêché | Nathalie POUMAREDE        | Inspectrice du Travail       |
| Si absent ou empêché | Françoise PETIT           | Inspectrice du Travail       |
| Si absent ou empêché | Patrick VOLTO             | Inspecteur du Travail        |
| Si absent ou empêché | Valérie LACROIX           | Inspectrice du Travail       |
| Si absent ou empêché | Céline RANQUE             | Inspectrice du Travail       |
| Si absent ou empêché | Lauriane CATALA           | Inspectrice du Travail       |
| Si absent ou empêché | Eliane BRACOT             | Inspectrice du Travail       |
| Si absent ou empêché | Patricia BOÉ              | Inspectrice du Travail       |
| Si absent ou empêché | Didier ROUCEL             | Inspecteur du Travail        |
| Si absent ou empêché | Monique ARNAUD            | Inspectrice du Travail       |
| Si absent ou empêché | Patrick MOREAU            | Inspecteur du Travail        |

## U.C. Sud-Ouest - Section 9

**Cyrille OYHARCABAL**

**Inspecteur du Travail**

| <b>Intérim</b>       | <b>Christelle IBANEZ</b>  | <b>Inspectrice du Travail</b> |
|----------------------|---------------------------|-------------------------------|
| Si absent ou empêché | Martine DELAGE            | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Christine BERGERE AMICE   | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Sylvie TRIDON             | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Ingrid ANGELINI SIMONETTO | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Gaëlle MARC               | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Barbara SOORS             | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Nathalie POUMAREDE        | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Françoise PETIT           | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patrick VOLTO             | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Valérie LACROIX           | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Céline RANQUE             | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Lauriane CATALA           | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Eliane BRACOT             | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patricia BOÉ              | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Didier ROUCEL             | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Monique ARNAUD            | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patrick MOREAU            | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Virginie CHRESTIA CABANNE | Inspectrice du Travail        |

## U.C. Sud-Ouest - Section 10

**Christelle IBANEZ**

**Inspectrice du Travail**

| <b>Intérim</b>       | <b>Martine DELAGE</b>     | <b>Inspectrice du Travail</b> |
|----------------------|---------------------------|-------------------------------|
| Si absent ou empêché | Christine BERGERE AMICE   | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Sylvie TRIDON             | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Ingrid ANGELINI SIMONETTO | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Gaëlle MARC               | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Barbara SOORS             | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Nathalie POUMAREDE        | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Françoise PETIT           | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patrick VOLTO             | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Valérie LACROIX           | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Céline RANQUE             | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Lauriane CATALA           | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Eliane BRACOT             | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patricia BOÉ              | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Didier ROUCEL             | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Monique ARNAUD            | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patrick MOREAU            | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Virginie CHRESTIA CABANNE | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Cyrille OYHARCABAL        | Inspecteur du Travail         |



## U.C. Sud-Ouest - Section A4

**Martine DELAGE**

**Inspectrice du Travail**

| <b>Intérim</b>       | <b>Christine BERGERE AMICE</b> | <b>Inspectrice du Travail</b> |
|----------------------|--------------------------------|-------------------------------|
| Si absent ou empêché | Sylvie TRIDON                  | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Ingrid ANGELINI SIMONETTO      | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Gaëlle MARC                    | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Barbara SOORS                  | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Nathalie POUMAREDE             | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Françoise PETIT                | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patrick VOLTO                  | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Valérie LACROIX                | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Céline RANQUE                  | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Lauriane CATALA                | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Eliane BRACOT                  | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patricia BOÉ                   | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Didier ROUCEL                  | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Monique ARNAUD                 | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patrick MOREAU                 | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Virginie CHRESTIA CABANNE      | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Cyrille OYHARCABAL             | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Christelle IBANEZ              | Inspectrice du Travail        |

## U.C. Sud-Est - Section 3

**Christine BERGERE AMICE**

**Inspectrice du Travail**

| <b>Intérim</b>       | <b>Sylvie TRIDON</b>      | <b>Inspectrice du Travail</b> |
|----------------------|---------------------------|-------------------------------|
| Si absent ou empêché | Ingrid ANGELINI SIMONETTO | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Gaëlle MARC               | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Barbara SOORS             | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Nathalie POUMAREDE        | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Françoise PETIT           | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patrick VOLTO             | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Valérie LACROIX           | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Céline RANQUE             | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Lauriane CATALA           | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Eliane BRACOT             | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patricia BOÉ              | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Didier ROUCEL             | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Monique ARNAUD            | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patrick MOREAU            | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Virginie CHRESTIA CABANNE | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Cyrille OYHARCABAL        | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Christelle IBANEZ         | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Martine DELAGE            | Inspectrice du Travail        |

### U.C. Sud-Est - Section A5

**Sylvie TRIDON**

**Inspectrice du Travail**

| <b>Intérim</b>       | <b>Ingrid ANGELINI SIMONETTO</b> | <b>Inspectrice du Travail</b> |
|----------------------|----------------------------------|-------------------------------|
| Si absent ou empêché | Gaëlle MARC                      | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Barbara SOORS                    | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Nathalie POUMAREDE               | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Françoise PETIT                  | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patrick VOLTO                    | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Valérie LACROIX                  | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Céline RANQUE                    | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Lauriane CATALA                  | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Eliane BRACOT                    | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patricia BOÉ                     | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Didier ROUCEL                    | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Monique ARNAUD                   | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patrick MOREAU                   | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Virginie CHRESTIA CABANNE        | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Cyrille OYHARCABAL               | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Christelle IBANEZ                | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Martine DELAGE                   | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Christine BERGERE AMICE          | Inspectrice du Travail        |

### U.C. Nord Est - Section 5

**Ingrid ANGELINI SIMONETTO**

**Inspectrice du Travail**

| <b>Intérim</b>       | <b>Gaëlle MARC</b>        | <b>Inspectrice du Travail</b> |
|----------------------|---------------------------|-------------------------------|
| Si absent ou empêché | Barbara SOORS             | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Nathalie POUMAREDE        | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Françoise PETIT           | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patrick VOLTO             | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Valérie LACROIX           | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Céline RANQUE             | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Lauriane CATALA           | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Eliane BRACOT             | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patricia BOÉ              | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Didier ROUCEL             | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Monique ARNAUD            | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patrick MOREAU            | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Virginie CHRESTIA CABANNE | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Cyrille OYHARCABAL        | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Christelle IBANEZ         | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Martine DELAGE            | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Christine BERGERE AMICE   | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Sylvie TRIDON             | Inspectrice du Travail        |

## U.C. Nord Est - Section 6

**Gaëlle MARC**

**Inspectrice du Travail**

| <b>Intérim</b>       | <b>Barbara SOORS</b>      | <b>Inspectrice du Travail</b> |
|----------------------|---------------------------|-------------------------------|
| Si absent ou empêché | Nathalie POUMAREDE        | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Françoise PETIT           | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patrick VOLTO             | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Valérie LACROIX           | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Céline RANQUE             | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Lauriane CATALA           | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Eliane BRACOT             | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patricia BOÉ              | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Didier ROUCEL             | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Monique ARNAUD            | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patrick MOREAU            | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Virginie CHRESTIA CABANNE | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Cyrille OYHARCABAL        | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Christelle IBANEZ         | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Martine DELAGE            | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Christine BERGERE AMICE   | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Sylvie TRIDON             | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Ingrid ANGELINI SIMONETTO | Inspectrice du Travail        |

## U.C. Nord Est - Section A8

**Barbara SOORS**

**Inspectrice du Travail**

| <b>Intérim</b>       | <b>Nathalie POUMAREDE</b> | <b>Inspectrice du Travail</b> |
|----------------------|---------------------------|-------------------------------|
| Si absent ou empêché | Françoise PETIT           | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patrick VOLTO             | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Valérie LACROIX           | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Céline RANQUE             | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Lauriane CATALA           | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Eliane BRACOT             | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patricia BOÉ              | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Didier ROUCEL             | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Monique ARNAUD            | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Patrick MOREAU            | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Virginie CHRESTIA CABANNE | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Cyrille OYHARCABAL        | Inspecteur du Travail         |
| Si absent ou empêché | Christelle IBANEZ         | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Martine DELAGE            | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Christine BERGERE AMICE   | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Sylvie TRIDON             | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Ingrid ANGELINI SIMONETTO | Inspectrice du Travail        |
| Si absent ou empêché | Gaëlle MARC               | Inspectrice du Travail        |

## U.C. Nord Est - Section A9

**Nathalie POUMAREDE**

**Inspectrice du Travail**

| Intérim              | Françoise PETIT           | Inspectrice du Travail |
|----------------------|---------------------------|------------------------|
| Si absent ou empêché | Patrick VOLTO             | Inspecteur du Travail  |
| Si absent ou empêché | Valérie LACROIX           | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Céline RANQUE             | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Lauriane CATALA           | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Eliane BRACOT             | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Patricia BOÉ              | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Didier ROUCEL             | Inspecteur du Travail  |
| Si absent ou empêché | Monique ARNAUD            | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Patrick MOREAU            | Inspecteur du Travail  |
| Si absent ou empêché | Virginie CHRESTIA CABANNE | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Cyrille OYHARCABAL        | Inspecteur du Travail  |
| Si absent ou empêché | Christelle IBANEZ         | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Martine DELAGE            | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Christine BERGERE AMICE   | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Sylvie TRIDON             | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Ingrid ANGELINI SIMONETTO | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Gaëlle MARC               | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Barbara SOORS             | Inspectrice du Travail |

## U.C. BORDEAUX - Section 3

**Lauriane CATALA**

**Inspectrice du Travail**

| Intérim              | Céline RANQUE             | Inspectrice du Travail |
|----------------------|---------------------------|------------------------|
| Si absent ou empêché | Patricia BOÉ              | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Didier ROUCEL             | Inspecteur du Travail  |
| Si absent ou empêché | Monique ARNAUD            | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Patrick MOREAU            | Inspecteur du Travail  |
| Si absent ou empêché | Virginie CHRESTIA CABANNE | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Cyrille OYHARCABAL        | Inspecteur du Travail  |
| Si absent ou empêché | Christelle IBANEZ         | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Martine DELAGE            | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Christine BERGERE AMICE   | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Sylvie TRIDON             | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Ingrid ANGELINI SIMONETTO | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Gaëlle MARC               | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Barbara SOORS             | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Nathalie POUMAREDE        | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Françoise PETIT           | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Patrick VOLTO             | Inspecteur du Travail  |
| Si absent ou empêché | Valérie LACROIX           | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Eliane BRACOT             | Inspectrice du Travail |

### U.C. BORDEAUX - Section 4

Françoise PETIT

Inspectrice du Travail

| Intérim              | Patrick VOLTO             | Inspecteur du Travail  |
|----------------------|---------------------------|------------------------|
| Si absent ou empêché | Valérie LACROIX           | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Céline RANQUE             | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Lauriane CATALA           | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Eliane BRACOT             | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Patricia BOÉ              | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Didier ROUCEL             | Inspecteur du Travail  |
| Si absent ou empêché | Monique ARNAUD            | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Patrick MOREAU            | Inspecteur du Travail  |
| Si absent ou empêché | Virginie CHRESTIA CABANNE | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Cyrille OYHARCABAL        | Inspecteur du Travail  |
| Si absent ou empêché | Christelle IBANEZ         | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Martine DELAGE            | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Christine BERGERE AMICE   | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Sylvie TRIDON             | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Ingrid ANGELINI SIMONETTO | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Gaëlle MARC               | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Barbara SOORS             | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Nathalie POUMAREDE        | Inspectrice du Travail |

### U.C. BORDEAUX - Section 8

Patrick VOLTO

Inspectrice du Travail

| Intérim              | Valérie LACROIX           | Inspectrice du Travail |
|----------------------|---------------------------|------------------------|
| Si absent ou empêché | Céline RANQUE             | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Lauriane CATALA           | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Eliane BRACOT             | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Patricia BOÉ              | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Didier ROUCEL             | Inspecteur du Travail  |
| Si absent ou empêché | Monique ARNAUD            | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Patrick MOREAU            | Inspecteur du Travail  |
| Si absent ou empêché | Virginie CHRESTIA CABANNE | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Cyrille OYHARCABAL        | Inspecteur du Travail  |
| Si absent ou empêché | Christelle IBANEZ         | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Martine DELAGE            | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Christine BERGERE AMICE   | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Sylvie TRIDON             | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Ingrid ANGELINI SIMONETTO | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Gaëlle MARC               | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Barbara SOORS             | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Nathalie POUMAREDE        | Inspectrice du Travail |



|                      |                 |                        |
|----------------------|-----------------|------------------------|
| Si absent ou empêché | Françoise PETIT | Inspectrice du Travail |
|----------------------|-----------------|------------------------|

### U.C. BORDEAUX - Section 9

Valérie LACROIX

Inspectrice du Travail

| Intérim              | Céline RANQUE             | Inspectrice du Travail |
|----------------------|---------------------------|------------------------|
| Si absent ou empêché | Lauriane CATALA           | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Eliane BRACOT             | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Patricia BOÉ              | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Didier ROUCEL             | Inspecteur du Travail  |
| Si absent ou empêché | Monique ARNAUD            | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Patrick MOREAU            | Inspecteur du Travail  |
| Si absent ou empêché | Virginie CHRESTIA CABANNE | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Cyrille OYHARCABAL        | Inspecteur du Travail  |
| Si absent ou empêché | Christelle IBANEZ         | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Martine DELAGE            | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Christine BERGERE AMICE   | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Sylvie TRIDON             | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Ingrid ANGELINI SIMONETTO | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Gaëlle MARC               | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Barbara SOORS             | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Nathalie POUMAREDE        | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Françoise PETIT           | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Patrick VOLTO             | Inspecteur du Travail  |

### U.C. BORDEAUX - Section 10

Céline RANQUE

Inspectrice du Travail

| Intérim              | Lauriane CATALA           | Inspectrice du Travail |
|----------------------|---------------------------|------------------------|
| Si absent ou empêché | Eliane BRACOT             | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Patricia BOÉ              | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Didier ROUCEL             | Inspecteur du Travail  |
| Si absent ou empêché | Monique ARNAUD            | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Patrick MOREAU            | Inspecteur du Travail  |
| Si absent ou empêché | Virginie CHRESTIA CABANNE | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Cyrille OYHARCABAL        | Inspecteur du Travail  |
| Si absent ou empêché | Christelle IBANEZ         | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Martine DELAGE            | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Christine BERGERE AMICE   | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Sylvie TRIDON             | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Ingrid ANGELINI SIMONETTO | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Gaëlle MARC               | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Barbara SOORS             | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Nathalie POUMAREDE        | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Françoise PETIT           | Inspectrice du Travail |
| Si absent ou empêché | Patrick VOLTO             | Inspecteur du Travail  |

|                      |                 |                        |
|----------------------|-----------------|------------------------|
| Si absent ou empêché | Valérie LACROIX | Inspectrice du Travail |
|----------------------|-----------------|------------------------|

Arrêté du 12 JAN. 2015

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS ET DE L'AUTONOMIE

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de BAZAS N° Finess 330781212 au titre de l'activité du mois de novembre 2014

Pôle base de données, études et statistiques

**Le Directeur général  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 25 février 2014 fixant pour l'année 2014 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2014, le 5 janvier 2015, par le centre hospitalier de Bazas,

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **164 982,82 €** soit :

- \* au titre de l'activité : **164 982,82 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : /
- \* au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

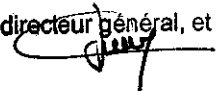
**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Bazas et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **12 JAN. 2015**

Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour le directeur général, et par délégation,

  
**Catherine ACCARY-BEZARD**  
Directrice adjointe  
**Responsable du pôle financement**

OVALIDE STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement  
CENTRE HOSPITALIER DE BAZAS (330781212)

Année 2014 M11 : De janvier à novembre

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : lundi 05/01/2015, 10:29

Date de validation par la région : mardi 06/01/2015, 08:21

Date de récupération : mardi 06/01/2015, 08:21

Montants hors AME

|                          | B : Dernier<br>montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de l'année<br>2013 calculé<br>précédemment<br>(avant ce mois-ci) | C : Montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de l'année<br>2013, calculé ce<br>mois-ci | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité 2014 de<br>la période<br>(cumulée depuis<br>janvier 2014) | E : Montant total<br>pour cette période<br>([C si l'année ce<br>mois-ci, B<br>sinon] + D) | F : Total des<br>montants<br>d'activité notifiés<br>jusqu'au mois<br>précédent<br>(Somme des H des<br>mois précédents) | G : Montant de<br>l'activité calculé<br>(E-F) | H : Montant de<br>l'activité notifié ce<br>mois-ci |
|--------------------------|--|--|---|---|--|---|--|
| Forfait GHS + supplément | 0,00   | 0,00   | 1 741 966,95  | 1 741 966,95  | 1 577 810,76   | 164 156,19                                    | 164 156,19   |
| PO                       | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| IVG                      | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| DMI séjour               | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| Médicaments séjour       | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| Ait dialyse              | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| ATU                      | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| FFM                      | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| SE                       | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| ACE                      | 0,00   | 0,00   | 5 797,80  | 5 797,80  | 4 971,17   | 826,63  | 826,63   |
| DMI ACE                  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| <b>Total</b>             | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>1 747 764,75</b>   | <b>1 747 764,75</b>   | <b>1 582 781,93</b>  | <b>164 982,82</b>                             | <b>164 982,82</b>                                  |

Montants des AME

|                              | B : Dernier<br>montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de<br>l'année 2013<br>calculé<br>précédemment<br>(avant ce mois-ci) | C : Montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de<br>l'année 2013<br>calculé ce mois-ci | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité AME du<br>mois (cumulée<br>depuis janvier<br>2014) | E : Montant total<br>de l'activité du<br>mois ([C si l'année<br>ce mois-ci, B<br>sinon] + D) | F : Total des<br>montants<br>d'activité AME<br>notifiés jusqu'au<br>mois précédent<br>(Somme des H des<br>mois précédents) | G : Montant de<br>l'activité AME<br>calculé (E-F) | H : Montant de<br>l'activité AME<br>notifié |
|------------------------------|---|---|--|--|--|---|---|
| Forfait GHS + supplément AME | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  |
| DMI séjour AME               | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  |
| Médicaments séjour AME       | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  |
| <b>Total</b>                 | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                                       | <b>0,00</b>                                 |

P : Montant de  
l'activité  
164 156,19

|                                |                   |
|--------------------------------|-------------------|
| Activité d'hospitalisation     | 164 156,19        |
| Activité externe y compris ATU | 826,63            |
| FFM, SE et Molécules onéreuses | 0,00              |
| Médicaments séjours            | 0,00              |
| DMI                            | 0,00              |
| AME                            | 0,00              |
| <b>Total</b>                   | <b>164 982,82</b> |



Arrêté du 12 JAN. 2015

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS ET DE L'AUTONOMIE

Pôle base de données, études et statistiques

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier intercommunal SUD GIRONDE N° Finess 330027509 au titre de l'activité du mois de novembre 2014 et d'une récupération de l'année 2013

**Le directeur général  
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 25 février 2014 fixant pour l'année 2014 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** les relevés d'activité transmis pour le mois de novembre 2014 et au titre d'une récupération de l'année 2013, le 24 décembre 2014 par le centre hospitalier intercommunal Sud Gironde ;

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **2 593 800,68 €** dont - **35,00 €** au titre de l'année 2013 soit :

- \* au titre de l'activité (y compris l'HAD) : **2 527 154,64 €** dont - **35,00 €** pour l'année 2013
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD) : **44 798,27 €**
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : **17 862,57 €**
- \* au titre des forfaits GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : **3 985,20 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME (y compris l'HAD) : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier intercommunal Sud Gironde et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **12 JAN. 2015**

Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour le directeur général, et par délégation,

**Catherine ACCARY-BEZARD**  
Directrice adjointe  
Responsable du pôle financement

**OVALIDE STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement  
CTRE HOSP INTERCOMMUNAL SUD GIRONDE(330027509)**

Année 2014 M11 : De janvier à novembre

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : mercredi 24/12/2014, 15:04

Date de validation par la région : lundi 05/01/2015, 14:40

Date de récupération : lundi 05/01/2015, 14:41

**Montants hors AME**

|                          | B : Dernier montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2013 calculé précédemment (avant ce mois-ci) | C : Montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2013, calculé ce mois-ci | D : Montant calculé de l'activité 2014 de la période (cumulée depuis janvier 2014) | E : Montant total pour cette période ((C si l'année est en cours, B sinon) + D) | F : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des H des mois précédents) | G : Montant de l'activité calculé (E-F) | H : Montant de l'activité notifiée ce mois-ci |
|--------------------------|--|--|--|---|--|---|---|
| Forfait GHS + supplément | 8 261,76   | 0,00   | 21 550 312,39  | 21 558 574,15   | 19 566 192,97  | 1 992 381,18                            | 1 992 381,18                                  |
| PO                       | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00                                    | 0,00  |
| IVG                      | -1 135,89  | -1 135,89  | 90 266,73  | 89 130,84   | 85 464,28  | 3 666,56                                | 3 666,56                                      |
| DMI séjour               | 0,00   | 0,00   | 194 918,74   | 194 918,74  | 177 056,17   | 17 862,57                               | 17 862,57                                     |
| Médicaments séjour       | 0,00   | 0,00   | 417 930,73   | 417 930,73  | 373 132,46   | 44 798,27                               | 44 798,27                                     |
| Alk dialyse              | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00                                    | 0,00  |
| ATU                      | 0,00   | 0,00   | 431 278,97   | 431 278,97  | 387 069,55   | 44 209,42                               | 44 209,42                                     |
| FFM                      | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00                                    | 0,00  |
| SE                       | 0,00   | 0,00   | 7 928,02   | 7 928,02  | 7 184,05   | 743,97                                  | 743,97  |
| ACE                      | 5 697,10   | 5 662,10   | 3 333 626,85   | 3 339 288,95  | 3 011 392,04   | 327 896,91                              | 327 896,91                                    |
| DMI ACE                  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00                                    | 0,00  |
| <b>Total</b>             | <b>12 822,97</b>   | <b>12 787,97</b>   | <b>26 026 262,43</b>   | <b>26 039 050,40</b>  | <b>23 607 491,52</b>   | <b>2 431 558,88</b>                     | <b>2 431 558,88</b>                           |

**Montants des AME**

|                              | B : Dernier montant de l'activité LAMDA AME au titre de l'année 2013 calculé précédemment (avant ce mois-ci) | C : Montant de l'activité LAMDA AME au titre de l'année 2013, calculé ce mois-ci | D : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2014) | E : Montant total de l'activité du mois ((C si l'année est en cours, B sinon) + D) | F : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des H des mois précédents) | G : Montant de l'activité AME calculé (E-F) | H : Montant de l'activité AME notifiée ce mois-ci |
|------------------------------|--|--|---|--|--|---|---|
| Forfait GHS + supplément AME | 1 299,15   | 1 299,15   | 25 079,02   | 26 378,17  | 22 392,97  | 3 985,20                                    | 3 985,20  |
| DMI séjour AME               | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  |
| Médicaments séjour AME       | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  |
| <b>Total</b>                 | <b>1 299,15</b>  | <b>1 299,15</b>  | <b>25 079,02</b>  | <b>26 378,17</b>   | <b>22 392,97</b>   | <b>3 985,20</b>                             | <b>3 985,20</b>                                   |

**P : Montant de l'activité**

|  |                     |
|--|---------------------|
| Activité d'hospitalisation                                     | 1 996 047,74        |
| Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses | 372 850,30          |
| Médicaments séjours  | 44 798,27           |
| DMI  | 17 862,57           |
| AME  | 3 985,20            |
| <b>Total</b>   | <b>2 435 544,08</b> |

**OVALIDE HAD DGF : Éléments de l'arrêté de versement  
CTRE HOSP INTERCOMMUNAL SUD GIRONDE(330027509)**

Année 2014 M11 : De janvier à novembre

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : mercredi 24/12/2014, 15:04

Date de validation par la région : lundi 05/01/2015, 15:19

Date de récupération : lundi 05/01/2015, 15:19

**Montants sans les AME**

|                     | B : Dernier<br>montant LAMDA<br>calculé au titre de<br>l'année 2013<br>(avant ce mois-<br>ci) | C : Montant<br>LAMDA calculé ce<br>mois-ci au titre<br>de l'année 2013 | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité 2014 de<br>la période<br>(cumulée depuis<br>janvier 2014) | E : Montant total<br>pour cette<br>période (C si<br>lamda ce mois-ci,<br>B sinon)+D) | F : Total des<br>montants<br>d'activité notifiés<br>jusqu'au mois<br>précédent<br>(Somme des H<br>des mois<br>précédents) | G : Montant de<br>l'activité calculé<br>(E-F) | H : Montant de<br>l'activité notifié<br>ce mois-ci |
|---------------------|---|--|---|--|---|---|--|
| GHT                 | 0,00  | 0,00   | 1 841 032,35  | 1 841 032,35   | 1 682 775,75  | 158 256,60                                    | 158 256,60   |
| Molécules onéreuses | 0,00  | 0,00   | 619,75  | 619,75   | 0,00  | 0,00  | 0,00   |
| <b>Total</b>        | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>1 841 652,10</b>   | <b>1 841 652,10</b>  | <b>1 683 395,50</b>   | <b>158 256,60</b>                             | <b>158 256,60</b>                                  |

**Montants des AME**

|                         | B : Dernier<br>montant LAMDA<br>calculé au titre de<br>l'année 2013<br>(avant ce mois-<br>ci) | C : Montant de<br>l'activité AME<br>LAMDA renseigné<br>ce mois-ci au<br>titre de l'année<br>2013 | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité AME du<br>mois (cumulée<br>depuis janvier<br>2014) | E : Montant total<br>de l'activité du<br>mois (C si lamda<br>ce mois-ci, B<br>sinon)+D) | F : Total des<br>montants<br>d'activité AME<br>notifiés jusqu'au<br>mois précédent<br>(Somme des H<br>des mois<br>précédents) | G : Montant de<br>l'activité AME<br>calculé (E-F) | H : Montant de<br>l'activité AME<br>notifié |
|-------------------------|---|--|--|---|---|---|---|
| GHT AME                 | 0,00  | 0,00   | 1 610,24   | 1 610,24  | 1 610,24  | 0,00  | 0,00  |
| Molécules onéreuses AME | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| <b>Total</b>            | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>1 610,24</b>  | <b>1 610,24</b>   | <b>1 610,24</b>   | <b>0,00</b>                                       | <b>0,00</b>                                 |

**Synthèse des montants notifiés**

|   | B : Montant de<br>l'activité |
|---|------------------------------|
| Total Activité GHT hors AME                 | 158 256,60                   |
| Total Activité molécules onéreuses hors AME | 0,00                         |
| Total Activité AME                          | 0,00                         |
| <b>Total</b>                                | <b>158 256,60</b>            |

Arrêté du 12 JAN. 2015

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS ET DE L'AUTONOMIE

Pôle base de données, études et statistiques

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de SAINTE FOY LA GRANDE N° Finess 330781261 au titre de l'activité du mois de novembre 2014

**Le Directeur général  
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;



- VU** l'arrêté du 25 février 2014 fixant pour l'année 2014 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2014, le 7 janvier 2015, par le centre hospitalier de Sainte Foy la Grande ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **328 613,46 €** soit :

- \* au titre de l'activité : **328 613,46 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : /
- \* au titre des GHS et des suppléments pour les patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

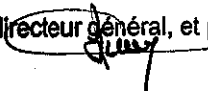
**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Sainte Foy la Grande et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **12 JAN. 2015**

Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour le directeur général, et par délégation

  
Catherine ACCARY-BÉZARD  
Directrice adjointe  
Responsable du pôle financement

**OVALIDE STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**

C.H STE FOY LA GRANDE(330781264)  
Année 2014 M11 : De janvier à novembre

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : mercredi 07/01/2015, 10:41

Date de validation par la région : mercredi 07/01/2015, 16:35

Date de récupération : mercredi 07/01/2015, 16:35

**Montants hors AME**

|                          | B : Dernier<br>montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de l'année<br>2013 calculé<br>précédemment<br>(avant ce mois-ci) | C : Montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de l'année<br>2013, calculé ce<br>mois-ci | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité 2014 de<br>la période<br>(cumulée depuis<br>janvier 2014) | E : Montant total<br>pour cette période<br>([C si lamda ce<br>mois-ci, B<br>sinon]+D) | F : Total des<br>montants<br>d'activité notifiés<br>jusqu'au mois<br>précédent<br>(Somme des H des<br>mois précédents) | G : Montant de<br>l'activité calculé<br>(E-F) | H : Montant de<br>l'activité notifié ce<br>mois-ci |
|--------------------------|--|--|---|---|--|---|--|
| Forfait GHS + supplément | 0,00   | 0,00   | 3 842 612,21  | 3 842 612,21  | 3 514 713,44   | 327 898,77                                    | 327 898,77   |
| PO                       | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| IVG                      | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| DMI séjour               | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| Médicaments séjour       | 0,00   | 0,00   | 1 043,24  | 1 043,24  | 1 043,24   | 0,00  | 0,00   |
| Alt dialyse              | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| ATU                      | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| FFM                      | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| SE                       | 0,00   | 0,00   | 37,91   | 37,91   | 37,91  | 0,00  | 0,00   |
| ACE                      | 2 628,88   | 0,00   | 317 791,27  | 320 420,15  | 319 705,46   | 714,69  | 714,69   |
| DMI ACE                  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| <b>Total</b>             | <b>2 628,88</b>  | <b>0,00</b>  | <b>4 161 484,63</b>   | <b>4 164 113,51</b>   | <b>3 835 500,05</b>  | <b>328 613,46</b>                             | <b>328 613,46</b>                                  |

**Montants des AME**

|                              | B : Dernier<br>montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de<br>l'année 2013<br>calculé<br>précédemment<br>(avant ce mois-ci) | C : Montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de<br>l'année 2013,<br>calculé ce mois-ci | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité AME du<br>mois (cumulée<br>depuis janvier<br>2014) | E : Montant total<br>de l'activité du<br>mois ([C si lamda<br>ce mois-ci, B<br>sinon]+D) | F : Total des<br>montants<br>d'activité AME<br>notifiés jusqu'au<br>mois précédent<br>(Somme des H des<br>mois précédents) | G : Montant de<br>l'activité AME<br>calculé (E-F) | H : Montant de<br>l'activité AME<br>notifié |
|------------------------------|---|--|--|--|--|---|---|
| Forfait GHS + supplément AME | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  |
| DMI séjour AME               | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  |
| Médicaments séjour AME       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  |
| <b>Total</b>                 | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                                       | <b>0,00</b>                                 |

|   | P : Montant de<br>l'activité |
|---|------------------------------|
| Activité d'hospitalisation  | 327 898,77                   |
| Activité externe y compris ATU,<br>FFM, SE et Molécules onéreuses | 714,69                       |
| Médicaments séjours   | 0,00                         |
| DMI   | 0,00                         |
| AME   | 0,00                         |
| <b>Total</b>  | <b>328 613,46</b>            |

Arrêté du 12 JAN. 2015

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS ET DE L'AUTONOMIE

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CMC WALLERSTEIN n° Finess 330780537 au titre de l'activité du mois de novembre 2014

Pôle base de données, études et statistiques

**Le Directeur général  
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté du 25 février 2014 fixant pour l'année 2014 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

**VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2014, le 6 janvier 2015, par le CMC Wallerstein ;

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **748 825,52 €** soit :

- \* au titre de l'activité : **721 390,87 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : **27 434,65 €**
- \* au titre des forfaits GHS et des suppléments pour les patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

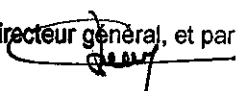
**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au CMC Wallerstein et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **12 JAN. 2015**

Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour le directeur général, et par délégation,

  
**Catherine ACCARY-BEZARD**  
Directrice adjointe  
Responsable du pôle financement

OVALIDE STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement

CLINIQUE WALLERSTEIN(330780537)  
Année 2014 M11 : De janvier à novembre

Cet exercice est validé par la région  
Date de validation par l'établissement : mardi 06/01/2015, 09:46  
Date de validation par la région : mercredi 07/01/2015, 11:53  
Date de récupération : mercredi 07/01/2015, 11:55

Montants hors AME

|                                | B : Dernier<br>montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de l'année<br>2013 calculé<br>précédemment<br>(avant ce mois-ci) | C : Montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de l'année<br>2013, calculé ce<br>mois-ci | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité 2014 de<br>la période<br>(cumulée depuis<br>janvier 2014) | E : Montant total<br>pour cette période<br>((C si lambda ce<br>mois-ci, B<br>sinon)+D) | F : Total des<br>montants<br>d'activité notifiés<br>jusqu'au mois<br>précédent<br>(Somme des H des<br>mois précédents) | G : Montant de<br>l'activité calculé<br>(E-F) | H : Montant de<br>l'activité notifié ce<br>mois-ci |
|--------------------------------|--|--|---|--|--|---|--|
| Forfait GHS + supplément<br>PO | 0,00   | 0,00   | 5 830 238,23  | 5 830 238,23   | 5 245 300,20   | 584 938,03                                    | 584 938,03   |
| IVG                            | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| DMI séjour                     | 0,00   | 0,00   | 9 165,59  | 9 165,59   | 8 579,58   | 586,01  | 586,01   |
| Médicaments séjour             | 0,00   | 0,00   | 242 530,80  | 242 530,80   | 215 096,15   | 27 434,65                                     | 27 434,65  |
| Ait dialyse                    | 0,00   | 0,00   | 4 696,70  | 4 696,70   | 4 696,70   | 0,00  | 0,00   |
| ATU                            | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| FFM                            | 0,00   | 0,00   | 208 595,39  | 208 595,39   | 145 411,98   | 63 183,41                                     | 63 183,41  |
| SE                             | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| ACE                            | 0,00   | 0,00   | 17 875,90   | 17 875,90  | 14 700,70  | 3 175,20                                      | 3 175,20   |
| DMI ACE                        | 0,00   | 0,00   | 463 224,10  | 463 224,10   | 393 715,88   | 69 508,22                                     | 69 508,22  |
| <b>Total</b>                   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>6 776 326,71</b>   | <b>6 776 326,71</b>  | <b>6 027 501,19</b>  | <b>748 825,52</b>                             | <b>748 825,52</b>                                  |

Montants des AME

|                              | B : Dernier<br>montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de<br>l'année 2013<br>calculé<br>précédemment<br>(avant ce mois-ci) | C : Montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de<br>l'année 2013,<br>calculé ce mois-ci | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité AME du<br>mois (cumulée<br>depuis janvier<br>2014) | E : Montant total<br>de l'activité du<br>mois ((C si lambda<br>ce mois-ci, B<br>sinon)+D) | F : Total des<br>montants<br>d'activité AME<br>notifiés jusqu'au<br>mois précédent<br>(Somme des H des<br>mois précédents) | G : Montant de<br>l'activité AME<br>calculé (E - F) | H : Montant de<br>l'activité AME<br>notifié |
|------------------------------|---|--|--|---|--|---|---|
| Forfait GHS + supplément AME | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00  |
| DMI séjour AME               | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00  |
| Médicaments séjour AME       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00  |
| <b>Total</b>                 | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                 |

|                            | P : Montant de<br>l'activité |
|----------------------------|------------------------------|
| Activité d'hospitalisation | 585 524,04                   |

|   |                   |
|---|-------------------|
| Activité externe y compris ATU,<br>FFM, SE et Molécules onéreuses | 135 866,83        |
| Médicaments séjours   | 0,00              |
| DMI   | 27 434,65         |
| AME   | 0,00              |
| <b>Total</b>  | <b>748 825,52</b> |

Arrêté du 12 JAN. 2015

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS ET DE L'AUTONOMIE

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison de Santé MARIE GALENE n° Finess 330000217 au titre de l'activité du mois de novembre 2014

Pôle base de données, études et statistiques

**Le Directeur général  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;



**VU** l'arrêté du 25 février 2014 fixant pour l'année 2014 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

**VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2014, le 10 décembre 2014, par la Maison de Santé Marie Galène ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **103 011,74 €** soit :

- \* au titre de l'activité : **103 011,74 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : /
- \* au titre des forfaits GHS et des suppléments pour les patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

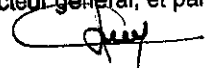
**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la Maison de Santé Marie Galène et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **12 JAN. 2015**

Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

**Pour le directeur général, et par délégation,**

  
**Catherine ACCARY-BEZARD**  
Directrice adjointe  
**Responsable du pôle financement**

OVALIDE STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement  
 MAISON SANTE MARIE GALENE(330000217)  
 Année 2014 M11 : De janvier à novembre

Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : mercredi 10/12/2014, 16:43  
 Date de validation par la région : jeudi 18/12/2014, 16:10  
 Date de récupération : jeudi 18/12/2014, 16:10

**Montants hors AME**

|                          | B : Dernier<br>montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de l'année<br>2013 calculé<br>précédemment<br>(avant ce mois-ci) | C : Montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de l'année<br>2013, calculé ce<br>mois-ci | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité 2014 de<br>la période<br>(cumulée depuis<br>janvier 2014) | E : Montant total<br>pour cette période<br>((C si lamda ce<br>mois-ci, B<br>sinon)+D) | F : Total des<br>montants<br>d'activité notifiés<br>jusqu'au mois<br>précédent<br>(Somme des H des<br>mois précédents) | G : Montant de<br>l'activité calculé<br>(E-F) | H : Montant de<br>l'activité notifié ce<br>mois-ci |
|--------------------------|--|--|---|---|--|---|--|
| Forfait GHS + supplément | 0,00   | 0,00   | 1 724 112,12  | 1 724 112,12  | 1 621 100,38   | 103 011,74                                    | 103 011,74   |
| PO                       | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| IVG                      | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| DMI séjour               | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| Médicaments séjour       | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| Ait dialyse              | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| ATU                      | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| FFM                      | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| SE                       | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| ACE                      | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| DMI ACE                  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| <b>Total</b>             | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>1 724 112,12</b>   | <b>1 724 112,12</b>   | <b>1 621 100,38</b>  | <b>103 011,74</b>                             | <b>103 011,74</b>                                  |

**Montants des AME**

|                              | B : Dernier<br>montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de<br>l'année 2013<br>calculé<br>précédemment<br>(avant ce mois-ci) | C : Montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de<br>l'année 2013<br>calculé ce mois-ci | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité AME du<br>mois (cumulée<br>depuis janvier<br>2014) | E : Montant total<br>de l'activité du<br>mois ((C si lamda<br>ce mois-ci, B<br>sinon)+D) | F : Total des<br>montants<br>d'activité AME<br>notifiés jusqu'au<br>mois précédent<br>(Somme des H des<br>mois précédents) | G : Montant de<br>l'activité AME<br>calculé (E - F) | H : Montant de<br>l'activité AME<br>notifié |
|------------------------------|---|---|--|--|--|---|---|
| Forfait GHS + supplément AME | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  |
| DMI séjour AME               | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  |
| Médicaments séjour AME       | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  |
| <b>Total</b>                 | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                 |

**P : Montant de  
l'activité**  
103 011,74

Activité d'hospitalisation  
 Activité externe y compris ATU,  
 FFM, SE et Moliécules onéreuses  
 Médicaments séjours  
 DMI  
 AME  
**Total** 103 011,74

Arrêté du **19 JAN. 2015**

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS ET DE L'AUTONOMIE

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû au CRLCC Institut BERGONIE  
N° Finess 330000662 au titre de l'activité du mois  
de novembre 2014

Pôle base de données, études et statistiques

**Le Directeur général  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 25 février 2014 fixant pour l'année 2014 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2014, le 14 janvier 2015, par le CRLCC Bergonié,

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **4 761 055,48 €** soit :

- \* au titre de l'activité : **3 796 727,84 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques : **943 851,28 €**
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : **20 111,70 €**
- \* au titre des forfaits GHS et des suppléments pour les patients relevant de l'AME : **364,66 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

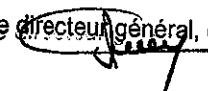
**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au CRLCC Bergonié et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **19 JAN. 2015**

Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour le directeur général, et par délégation,

  
Catherine ACCARY-BEZARD  
Directrice adjointe  
Responsable du pôle financement

OVALIDE STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement  
 INSTITUT BERGONIE(330000662)

Année 2014 M11 : De janvier à novembre

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : mercredi 14/01/2015, 14:31

Date de validation par la région : jeudi 15/01/2015, 10:52

Date de récupération : jeudi 15/01/2015, 10:52

Montants hors AME

|                                | B : Dernier<br>montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de l'année<br>2013 calculé<br>précédemment<br>(avant ce mois-ci) | C : Montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de l'année<br>2013, calculé ce<br>mois-ci | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité 2014 de<br>la période<br>(cumulée depuis<br>janvier 2014) | E : Montant total<br>pour cette période<br>[(C si lamda ce<br>mois-ci)+B<br>sinon]+D) | F : Total des<br>montants<br>d'activité notifiés<br>jusqu'au mois<br>précédent<br>(Somme des H des<br>mois précédents) | G : Montant de<br>l'activité calculé<br>(E-F) | H : Montant de<br>l'activité notifié ce<br>mois-ci |
|--------------------------------|--|--|---|---|--|---|--|
| Forfait GHS + supplément<br>PO | 0,00   | 0,00   | 38 331 915,74   | 38 331 915,74   | 34 997 572,82  | 3 334 342,92                                  | 3 334 342,92                                       |
| IVG                            | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| DMI séjour                     | 0,00   | 0,00   | 179 394,61  | 179 394,61  | 159 282,91   | 20 111,70                                     | 20 111,70  |
| Médicaments séjour             | 0,00   | 0,00   | 11 210 435,12   | 11 210 435,12   | 10 266 583,84  | 943 851,28                                    | 943 851,28   |
| Ait dialyse                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| ATU                            | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| FFM                            | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| SE                             | 0,00   | 0,00   | 19 297,28   | 19 297,28   | 17 577,01  | 1 720,27                                      | 1 720,27   |
| ACE                            | 0,00   | 0,00   | 6 128 956,35  | 6 128 956,35  | 5 668 291,70   | 460 664,65                                    | 460 664,65   |
| DMI ACE                        | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| <b>Total</b>                   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>55 869 999,10</b>  | <b>55 869 999,10</b>  | <b>51 109 308,28</b>   | <b>4 760 690,82</b>                           | <b>4 760 690,82</b>                                |

Montants des AME

|                              | B : Dernier<br>montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de<br>l'année 2013<br>calculé<br>précédemment<br>(avant ce mois-ci) | C : Montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de<br>l'année 2013,<br>calculé ce mois-ci | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité AME du<br>mois (cumulée<br>depuis janvier<br>2014) | E : Montant total<br>de l'activité du<br>mois [(C si lamda<br>ce mois-ci)+B<br>sinon]+D) | F : Total des<br>montants<br>d'activité AME<br>notifiés jusqu'au<br>mois précédent<br>(Somme des H des<br>mois précédents) | G : Montant de<br>l'activité AME<br>calculé (E - F) | H : Montant de<br>l'activité AME<br>notifié |
|------------------------------|---|--|--|--|--|---|---|
| Forfait GHS + supplément AME | 0,00  | 0,00   | 29 382,53  | 29 382,53  | 29 017,87  | 364,66  | 364,66                                      |
| DMI séjour AME               | 0,00  | 0,00   | 1 168,98   | 1 168,98   | 1 168,98   | 0,00  | 0,00  |
| Médicaments séjour AME       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  |
| <b>Total</b>                 | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>30 551,51</b>   | <b>30 551,51</b>   | <b>30 186,85</b>   | <b>364,66</b>                                       | <b>364,66</b>                               |

|                            | P : Montant de<br>l'activité |
|----------------------------|------------------------------|
| Activité d'hospitalisation | 3 334 342,92                 |

|   |                     |
|---|---------------------|
| Activité externe y compris ATU,<br>FFM, SE et Molécules onéreuses | 462 384,92          |
| Médicaments séjours   | 943 851,28          |
| DMI   | 20 111,70           |
| AME   | 364,66              |
| <b>Total</b>  | <b>4 761 055,48</b> |

Arrêté du 19 JAN. 2015

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS ET DE L'AUTONOMIE

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier d'ARCACHON n° Finess 330781204 au titre de l'activité du mois de novembre 2014

Pôle base de données, études et statistiques

**Le Directeur général  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;



**VU** l'arrêté du 25 février 2014 fixant pour l'année 2014 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

**VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2014, le 8 janvier 2015, par le centre hospitalier d'Arcachon,

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **2 547 608,10 €** soit :

- \* au titre de l'activité: **2 457 165,46 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques : **38 235,38 €**
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : **52 207,26 €**
- \* au titre des forfaits GHS et des suppléments pour les patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

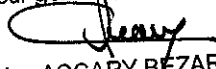
**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier d'Arcachon et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **19 JAN. 2015**

Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
pour le directeur général, et par délégation,

  
Catherine ACCARY-BEZARD  
Directrice adjointe  
Responsable du pôle financement

OVALIDE STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement  
 CENTRE HOSPITALIER D'ARCAÇON(330781204)  
 Année 2014 M11 : De janvier à novembre  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : jeudi 08/01/2015, 15:07  
 Date de validation par la région : vendredi 09/01/2015, 10:18  
 Date de récupération : vendredi 09/01/2015, 10:18

Montants hors AME

|                          | B : Dernier<br>montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de l'année<br>2013 calculé<br>précédemment<br>(avant ce mois-ci) | C : Montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de l'année<br>2013, calculé ce<br>mois-ci | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité 2014 de<br>la période<br>(cumulée depuis<br>janvier 2014) | E : Montant total<br>pour cette période<br>(C si la date ce<br>mois-ci, B<br>sinon)+D) | F : Total des<br>montants<br>d'activité notifiés<br>jusqu'au mois<br>précédent<br>(Somme des H des<br>mois précédents) | G : Montant de<br>l'activité calculé<br>(E-E) | H : Montant de<br>l'activité notifié ce<br>mois-ci |
|--------------------------|--|--|---|--|--|---|--|
| Forfait GHS + supplément | 0,00   | 0,00   | 23 637 940,17   | 0,00   | 21 483 387,33  | 2 154 552,84                                  | 2 154 552,84                                       |
| PO                       | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| IMG                      | 0,00   | 0,00   | 152 848,81  | 152 848,81   | 142 805,13   | 10 043,68                                     | 10 043,68  |
| DMI séjour               | 0,00   | 0,00   | 552 090,74  | 552 090,74   | 499 883,48   | 52 207,26                                     | 52 207,26  |
| Médicaments séjour       | 0,00   | 0,00   | 580 583,68  | 580 583,68   | 542 348,30   | 38 235,38                                     | 38 235,38  |
| Ait dialyse              | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| ATU                      | 0,00   | 0,00   | 507 435,85  | 507 435,85   | 467 709,04   | 39 726,81                                     | 39 726,81  |
| FFM                      | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| SE                       | 0,00   | 0,00   | 10 189,01   | 10 189,01  | 8 947,37   | 1 241,64                                      | 1 241,64   |
| ACE                      | 58 311,87  | 0,00   | 3 054 070,40  | 3 112 382,27   | 2 860 781,78   | 251 600,49                                    | 251 600,49   |
| DMI ACE                  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| <b>Total</b>             | <b>58 311,87</b>   | <b>0,00</b>  | <b>28 495 158,66</b>  | <b>28 553 470,53</b>   | <b>26 005 862,43</b>   | <b>2 547 608,10</b>                           | <b>2 547 608,10</b>                                |

Montants des AME

|                              | B : Dernier<br>montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de<br>l'année 2013<br>calculé<br>précédemment<br>(avant ce mois-ci) | C : Montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de<br>l'année 2013,<br>calculé ce mois-ci | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité AME du<br>mois (cumulée<br>depuis janvier<br>2014) | E : Montant total<br>de l'activité du<br>mois (C si la date<br>ce mois-ci, B<br>sinon)+D) | F : Total des<br>montants<br>d'activité AME<br>notifiés jusqu'au<br>mois précédent<br>(Somme des H des<br>mois précédents) | G : Montant de<br>l'activité AME<br>calculé (E - F) | H : Montant de<br>l'activité AME<br>notifié |
|------------------------------|---|--|--|---|--|---|---|
| Forfait GHS + supplément AME | 0,00  | 0,00   | 10 272,13  | 10 272,13   | 10 272,13  | 0,00  | 0,00  |
| DMI séjour AME               | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00  |
| Médicaments séjour AME       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00  |
| <b>Total</b>                 | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>10 272,13</b>   | <b>10 272,13</b>  | <b>10 272,13</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                 |

|                            | P : Montant de<br>l'activité |
|----------------------------|------------------------------|
| Activité d'hospitalisation | 2 164 596,52                 |

|                                 |                     |
|---------------------------------|---------------------|
| Activité externe y compris ATU, | 292 568,94          |
| FFM, SE et Molécules onéreuses  | 38 235,38           |
| Médicaments séjours             | 52 207,26           |
| DMI                             | 0,00                |
| AME                             | 0,00                |
| <b>Total</b>                    | <b>2 547 608,10</b> |

Arrêté du 19 JAN. 2015

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS ET DE L'AUTONOMIE

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la MSP BAGATELLE n° Finess 330000340 au titre de l'activité du mois de novembre 2014 et d'une récupération de l'année 2013

Pôle base de données, études et statistiques

**Le directeur général  
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté du 25 février 2014 fixant pour l'année 2014 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

**VU** les relevés d'activité transmis pour le mois de novembre 2014 et au titre d'une récupération de l'année 2013 les 5 et 6 janvier 2015 par la MSP Bagatelle ;

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **4 915 968,85 €** dont **10 673,67 €** pour 2013 soit :

- \* au titre de l'activité (y compris l'HAD) : **4 541 496,64 €** dont **10 615,76 €** pour 2013
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD) : **214 061,10 €**
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : **154 000,50 €** dont **57,91 €** pour 2013
- \* au titre des GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : **6 410,61 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME (y compris l'HAD) : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

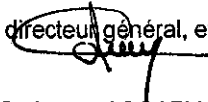
**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la MSP Bagatelle et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **19 JAN. 2015**

Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour le directeur général, et par délégation,

  
Catherine ACCARY-BEZARD  
Directrice adjointe  
Responsable du pôle financement

OVALIDE STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement  
M.S.P.B. BAGATELLE(330000340)  
Année 2014 M11 : De janvier à novembre  
Cet exercice est validé par la région  
Date de validation par l'établissement : lundi 05/01/2015, 10:14  
Date de validation par la région : jeudi 08/01/2015, 10:09  
Date de récupération : jeudi 08/01/2015, 10:10

Montants hors AME

|                          | B : Dernier montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2013 calculé (avant ce mois-ci) | C : Montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2013, calculé ce mois-ci | D : Montant calculé de l'activité 2014 de la période cumulée depuis janvier 2014) | E : Montant total pour cette période ((C si l'année ce mois-ci, B sinon)+D) | F : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des H des mois précédents) | G : Montant de l'activité calculé (E - F) | H : Montant de l'activité notifié ce mois-ci |
|--------------------------|---|--|---|---|--|---|--|
| Forfait GHS + supplément | 106 358,89  | 116 974,65   | 38 361 883,93   | 38 478 858,58   | 35 027 276,29  | 3 451 582,29                              | 3 451 582,29                                 |
| PO                       | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00                                      | 0,00   |
| IVG                      | 586,01  | 586,01   | 202 058,54  | 202 644,55  | 187 150,38   | 15 494,17                                 | 15 494,17                                    |
| DMI séjour               | 346,44  | 404,35   | 1 664 660,11  | 1 665 064,46  | 1 511 063,96   | 154 000,50                                | 154 000,50                                   |
| Médicaments séjour       | 0,00  | 0,00   | 1 549 258,59  | 1 549 258,59  | 1 419 545,58   | 129 713,01                                | 129 713,01                                   |
| Alt dialyse              | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00                                      | 0,00   |
| ATU                      | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00                                      | 0,00   |
| FFM                      | 0,00  | 0,00   | 446,81  | 446,81  | 214,47   | 232,34                                    | 232,34                                       |
| SE                       | 0,00  | 0,00   | 36 741,32   | 36 741,32   | 29 007,34  | 7 733,98                                  | 7 733,98                                     |
| ACE                      | 561,55  | 0,00   | 49 763,51   | 50 325,06   | 40 300,73  | 10 024,33                                 | 10 024,33                                    |
| DMI ACE                  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00                                      | 0,00   |
| <b>Total</b>             | <b>107 852,89</b>   | <b>117 965,01</b>  | <b>41 864 812,81</b>  | <b>41 983 339,37</b>  | <b>38 214 556,75</b>   | <b>3 768 780,62</b>                       | <b>3 768 780,62</b>                          |

Montants des AME

|                              | B : Dernier montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2013 calculé (avant ce mois-ci) | C : Montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2013, calculé ce mois-ci | D : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2014) | E : Montant total de l'activité du mois ((C si l'année ce mois-ci, B sinon)+D) | F : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des H des mois précédents) | G : Montant de l'activité AME calculé (E - F) | H : Montant de l'activité AME notifié |
|------------------------------|---|--|---|--|--|---|---------------------------------------|
| Forfait GHS + supplément AME | 2 005,01  | 2 005,01   | 49 099,19   | 51 104,20  | 44 693,59  | 6 410,61                                      | 6 410,61                              |
| DMI séjour AME               | -248,80   | -248,80  | 380,52  | 131,72   | 131,72   | 0,00  | 0,00                                  |
| Médicaments séjour AME       | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                  |
| <b>Total</b>                 | <b>1 756,21</b>   | <b>1 756,21</b>  | <b>49 479,71</b>  | <b>51 235,92</b>   | <b>44 825,31</b>   | <b>6 410,61</b>                               | <b>6 410,61</b>                       |

P : Montant de l'activité

|  |                     |
|--|---------------------|
| Activité d'hospitalisation                                     | 3 467 076,46        |
| Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses | 17 990,65           |
| Médicaments séjours  | 129 713,01          |
| DMI  | 154 000,50          |
| AME  | 6 410,61            |
| <b>Total</b>   | <b>3 775 191,23</b> |

**OVALIDE HAD DGF : Éléments de l'arrêté de versement**

M.S.P.B. BAGATELLE(330000340)

Année 2014 M11 : De janvier à novembre

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : mardi 06/01/2015, 15:08

Date de validation par la région : mercredi 07/01/2015, 14:18

Date de récupération : mercredi 07/01/2015, 14:19

**Montants sans les AME**

|                     | B : Dernier<br>montant LAMDA<br>calculé au titre<br>de l'année 2013<br>(avant ce mois-<br>ci) | C : Montant<br>LAMDA calculé ce<br>mois-ci au titre<br>de l'année 2013 | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité 2014 de<br>la période<br>(cumulée depuis<br>janvier 2014) | E : Montant total<br>pour cette<br>période ([C si<br>lamda ce mois-ci,<br>B sinon]+D) | F : Total des<br>montants<br>d'activité notifiés<br>jusqu'au mois<br>précédent<br>(Somme des H<br>des mois<br>précédents) | G : Montant de<br>l'activité calculé<br>(E-F) | H : Montant de<br>l'activité notifié<br>ce mois-ci |
|---------------------|---|--|---|---|---|---|--|
| GHT                 | 0,00  | 0,00   | 10 914 556,49   | 10 914 556,49   | 9 858 126,96  | 1 056 429,53                                  | 1 056 429,53                                       |
| Molécules onéreuses | 0,00  | 0,00   | 1 113 683,82  | 1 113 683,82  | 1 029 335,73  | 84 348,09                                     | 84 348,09  |
| <b>Total</b>        | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>12 028 240,31</b>  | <b>12 028 240,31</b>  | <b>10 887 462,69</b>  | <b>1 140 777,62</b>                           | <b>1 140 777,62</b>                                |

**Montants des AME**

|                         | B : Dernier<br>montant LAMDA<br>calculé au titre<br>de l'année 2013<br>(avant ce mois-<br>ci) | C : Montant de<br>l'activité AME<br>LAMDA renseigné<br>ce mois-ci au<br>titre de l'année<br>2013 | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité AME du<br>mois (cumulée<br>depuis janvier<br>2014) | E : Montant total<br>de l'activité du<br>mois ([C si lamda<br>ce mois-ci, B<br>sinon]+D) | F : Total des<br>montants<br>d'activité AME<br>notifiés jusqu'au<br>mois précédent<br>(Somme des H<br>des mois<br>précédents) | G : Montant de<br>l'activité AME<br>calculé (E-F) | H : Montant de<br>l'activité AME<br>notifié |
|-------------------------|---|--|--|--|---|---|---|
| GHT AME                 | 0,00  | 0,00   | 21 044,54  | 21 044,54  | 21 044,54   | 0,00  | 0,00  |
| Molécules onéreuses AME | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| <b>Total</b>            | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>21 044,54</b>   | <b>21 044,54</b>   | <b>21 044,54</b>  | <b>0,00</b>                                       | <b>0,00</b>                                 |

**Synthèse des montants notifiés**

|   | B : Montant de<br>l'activité |
|---|------------------------------|
| Total Activité GHT hors AME                 | 1 056 429,53                 |
| Total Activité molécules onéreuses hors AME | 84 348,09                    |
| Total Activité AME                          | 0,00                         |
| <b>Total</b>                                | <b>1 140 777,62</b>          |



Arrêté du 19 JAN. 2015

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS ET DE L'AUTONOMIE

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de Haute Gironde n° Finess 330781220 au titre de l'activité du mois de novembre 2014

Pôle base de données, études et statistiques

**Le Directeur général  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 25 février 2014 fixant pour l'année 2014 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2014, le 9 janvier 2015, par le centre hospitalier de Haute Gironde ;

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **1 893 534,13 €** soit :

- \* au titre de l'activité : **1 844 294,05 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques : **29 614,63 €**
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : **19 625,45 €**
- \* au titre des forfaits GHS et des suppléments pour les patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

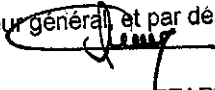
**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Haute Gironde et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **19 JAN. 2015**

Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour le directeur général, et par délégation,

  
Catherine ACCARY-BEZARD  
Directrice adjointe  
Responsable du pôle financement

**OVALIDE STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement  
CH DE LA HAUTE GIRONDE(330781220)**

Année 2014 M11 : De janvier à novembre

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : vendredi 09/01/2015, 15:12

Date de validation par la région : lundi 12/01/2015, 08:55

Date de récupération : lundi 12/01/2015, 08:55

**Montants hors AME**

|                          | B : Dernier<br>montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de l'année<br>2013 calculé<br>précédemment<br>(avant ce mois-ci) | C : Montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de l'année<br>2013, calculé ce<br>mois-ci | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité 2014 de<br>la période<br>(cumulée depuis<br>janvier 2014) | E : Montant total<br>pour cette période<br>(C si lambda ce<br>mois-ci, B<br>sinon D) | F : Total des<br>montants<br>jusqu'au mois<br>précédent<br>(Somme des H<br>des mois<br>précédents) | G : Montant de<br>l'activité calculé<br>(E-F) | H : Montant de<br>l'activité notifié ce<br>mois-ci |
|--------------------------|--|--|---|--|--|---|--|
| Forfait GHS + supplément | 0,00   | 0,00   | 17 823 541,91   | 17 823 541,91  | 16 207 671,58  | 1 615 870,33                                  | 1 615 870,33                                       |
| PO                       | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| IVG                      | 0,00   | 0,00   | 69 674,59   | 69 674,59  | 64 266,86  | 5 407,73                                      | 5 407,73   |
| DMI séjour               | 0,00   | 0,00   | 291 514,27  | 291 514,27   | 271 888,82   | 19 625,45                                     | 19 625,45  |
| Médicaments séjour       | 0,00   | 0,00   | 280 142,64  | 280 142,64   | 250 528,01   | 29 614,63                                     | 29 614,63  |
| Ait dialyse              | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| ATU                      | 0,00   | 0,00   | 259 611,72  | 259 611,72   | 234 328,87   | 25 282,85                                     | 25 282,85  |
| FFM                      | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| SE                       | 0,00   | 0,00   | 21 859,47   | 21 859,47  | 20 385,76  | 1 473,71                                      | 1 473,71   |
| ACE                      | 1 244,21   | 0,00   | 2 136 636,95  | 2 137 901,16   | 1 941 641,73   | 196 259,43                                    | 196 259,43   |
| DMI ACE                  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| <b>Total</b>             | <b>1 244,21</b>  | <b>0,00</b>  | <b>20 883 001,55</b>  | <b>20 884 245,76</b>   | <b>18 990 711,63</b>   | <b>1 893 534,13</b>                           | <b>1 893 534,13</b>                                |

**Montants des AME**

|                              | B : Dernier<br>montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de<br>l'année 2013<br>calculé<br>précédemment<br>(avant ce mois-ci) | C : Montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de<br>l'année 2013,<br>calculé ce mois-ci | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité AME du<br>mois (cumulée<br>depuis janvier<br>2014) | E : Montant total<br>de l'activité du<br>mois (C si lambda<br>ce mois-ci, B<br>sinon D) | F : Total des<br>montants<br>notifiés jusqu'au<br>mois précédent<br>(Somme des H<br>des mois<br>précédents) | G : Montant de<br>l'activité AME<br>calculé (E - F) | H : Montant de<br>l'activité AME<br>notifié |
|------------------------------|---|--|--|---|---|---|---|
| Forfait GHS + supplément AME | 0,00  | 0,00   | 4 638,40   | 4 638,40  | 4 638,40  | 0,00  | 0,00  |
| DMI séjour AME               | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| Médicaments séjour AME       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| <b>Total</b>                 | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>4 638,40</b>  | <b>4 638,40</b>   | <b>4 638,40</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                 |

|                            | P : Montant de<br>l'activité |
|----------------------------|------------------------------|
| Activité d'hospitalisation | 1 621 278,06                 |

|   |                     |
|---|---------------------|
| Activité externe y compris ATU,<br>FFM, SE et Molécules onéreuses | 223 015,99          |
| Médicaments séjours   | 29 614,63           |
| DMI   | 19 625,45           |
| AME   | 0,00                |
| <b>Total</b>  | <b>1 893 534,13</b> |

Arrêté du 19 JAN. 2015

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS ET DE L'AUTONOMIE

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'hôpital suburbain du BOUSCAT n° Finess 330000332 au titre de l'activité du mois de novembre 2014

Pôle base de données, études et statistiques

**Le directeur général  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine**

- VU** le code de la santé publique ;
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté du 25 février 2014 fixant pour l'année 2014 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

**VU** les relevés d'activité transmis pour le mois de novembre 2014 le 8 janvier 2015 par l'hôpital suburbain du Bouscat ;

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **1 195 003,41 €** soit :

\* au titre de l'activité (y compris l'HAD) : **1 062 008,93 €**

\* au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD) : **131 238,26 €**

\* au titre des produits et prestations (DMI) : **1 756,22 €**

\* au titre des GHS, des suppléments et des GHT pour les patients relevant de l'AME : /

\* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME (y compris l'HAD) : /

\* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

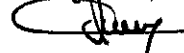
**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à l'hôpital suburbain du Bouscat et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **19 JAN 2015**

Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour le directeur général, et par délégation,



Catherine ACCARY-BEZARD  
Directrice adjointe  
Responsable du pôle financement

OVALIDE STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement  
 HOPITAL SUBURBAIN(330000332)  
 Année 2014 M11 : De janvier à novembre  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : jeudi 08/01/2015, 15:49  
 Date de validation par la région : mardi 13/01/2015, 14:38  
 Date de récupération : mardi 13/01/2015, 14:38

**Montants hors AME**

|                          | B : Dernier montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2013 calculé précédemment (avant ce mois-ci) | C : Montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2013, calculé ce mois-ci | D : Montant calculé de l'activité 2014 de la période (cumulée depuis janvier 2014) ci, B, sinon 1+D) | E : Montant total pour cette période (C si lambda ce mois-ci, B, sinon 1+D) | F : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des H des mois précédents) | G : Montant de l'activité calculé (E-F) | H : Montant de l'activité notifié ce mois-ci |
|--------------------------|--|--|--|---|--|---|--|
| Forfait GHS + supplément | 1 283,72   | 0,00   | 8 025 930,79   | 8 027 214,51  | 7 338 739,52   | 688 474,99                              | 688 474,99                                   |
| PO                       | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00                                    | 0,00   |
| IVG                      | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00                                    | 0,00   |
| DMI séjour               | 0,00   | 0,00   | 28 347,66  | 28 347,66   | 26 591,44  | 1 756,22                                | 1 756,22                                     |
| Médicaments séjour       | 0,00   | 0,00   | 699 566,75   | 699 566,75  | 642 587,41   | 56 979,34                               | 56 979,34                                    |
| Ait dialyse              | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00                                    | 0,00   |
| ATU                      | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00                                    | 0,00   |
| FFM                      | 0,00   | 0,00   | 1 161,71   | 1 161,71  | 1 000,86   | 160,85                                  | 160,85                                       |
| SE                       | 0,00   | 0,00   | 8 231,84   | 8 231,84  | 7 805,32   | 426,52                                  | 426,52                                       |
| ACE                      | 0,00   | 0,00   | 464 427,25   | 464 427,25  | 423 692,96   | 40 734,29                               | 40 734,29                                    |
| DMI ACE                  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00                                    | 0,00   |
| <b>Total</b>             | <b>1 283,72</b>  | <b>0,00</b>  | <b>9 227 666,00</b>  | <b>9 228 949,72</b>   | <b>8 440 417,51</b>  | <b>788 532,21</b>                       | <b>788 532,21</b>                            |

**Montants des AME**

|                              | B : Dernier montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2013 calculé précédemment (avant ce mois-ci) | C : Montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2013, calculé ce mois-ci | D : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2014) ci, B, sinon 1+D) | E : Montant total de l'activité du mois (C si lambda ce mois-ci, B, sinon 1+D) | F : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des H des mois précédents) | G : Montant de l'activité AME calculé (E-F) | H : Montant de l'activité AME notifié |
|------------------------------|--|--|---|--|--|---|---------------------------------------|
| Forfait GHS + supplément AME | 0,00   | 0,00   | 27 307,25   | 27 307,25  | 27 307,25  | 0,00  | 0,00                                  |
| DMI séjour AME               | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                  |
| Médicaments séjour AME       | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                                  |
| <b>Total</b>                 | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>27 307,25</b>  | <b>27 307,25</b>   | <b>27 307,25</b>   | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>                           |

| P : Montant de l'activité                                      |                   |
|--|-------------------|
| Activité d'hospitalisation                                     | 688 474,99        |
| Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses | 41 321,66         |
| Médicaments séjours  | 56 979,34         |
| DMI  | 1 756,22          |
| AME  | 0,00              |
| <b>Total</b>   | <b>788 532,21</b> |



**OVALIDE HAD DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**HOPITAL SUBURBAIN(330000332)**  
 Année 2014 M11 : De janvier à novembre  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : jeudi 08/01/2015, 15:50  
 Date de validation par la région : lundi 12/01/2015, 15:15  
 Date de récupération : lundi 12/01/2015, 15:15

**Montants sans les AME**

|                     | B : Dernier<br>montant LAMDA<br>calculé au titre<br>de l'année 2013<br>(avant ce mois-<br>ci) | C : Montant<br>LAMDA calculé ce<br>mois-ci au titre<br>de l'année 2013 | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité 2014 de<br>la période<br>(cumulée depuis<br>janvier 2014) | E : Montant total<br>pour cette<br>période [(C si<br>lamda ce mois-ci,<br>B sinon)+D] | F : Total des<br>montants<br>d'activité notifiés<br>jusqu'au mois<br>précédent<br>(Somme des H<br>des mois<br>précédents) | G : Montant de<br>l'activité calculé<br>(E-F) | H : Montant de<br>l'activité notifié<br>ce mois-ci |
|---------------------|---|--|---|---|---|---|--|
| GHT                 | -1 313,82   | 0,00   | 3 217 799,02  | 3 216 485,20  | 2 884 272,92  | 332 212,28                                    | 332 212,28   |
| Molécules onéreuses | 0,00  | 0,00   | 370 405,71  | 370 405,71  | 296 146,79  | 74 258,92                                     | 74 258,92  |
| <b>Total</b>        | <b>-1 313,82</b>  | <b>0,00</b>  | <b>3 588 204,73</b>   | <b>3 586 890,91</b>   | <b>3 180 419,71</b>   | <b>406 471,20</b>                             | <b>406 471,20</b>                                  |

**Montants des AME**

|                         | B : Dernier<br>montant LAMDA<br>calculé au titre<br>de l'année 2013<br>(avant ce mois-<br>ci) | C : Montant de<br>l'activité AME<br>LAMDA renseigné<br>ce mois-ci au<br>titre de l'année<br>2013 | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité AME du<br>mois (cumulée<br>depuis janvier<br>2014) | E : Montant total<br>de l'activité du<br>mois [(C si lamda<br>ce mois-ci, B<br>sinon)+D] | F : Total des<br>montants<br>d'activité AME<br>notifiés jusqu'au<br>mois précédent<br>(Somme des H<br>des mois<br>précédents) | G : Montant de<br>l'activité AME<br>calculé (E-F) | H : Montant de<br>l'activité AME<br>notifié |
|-------------------------|---|--|--|--|---|---|---|
| GHT AME                 | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| Molécules onéreuses AME | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| <b>Total</b>            | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                       | <b>0,00</b>                                 |

**Synthèse des montants notifiés**

|   | B : Montant de<br>l'activité |
|---|------------------------------|
| Total Activité GHT hors AME                 | 332 212,28                   |
| Total Activité molécules onéreuses hors AME | 74 258,92                    |
| Total Activité AME                          | 0,00                         |
| <b>Total</b>                                | <b>406 471,20</b>            |

Arrêté du 19 JAN. 2015

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS ET DE L'AUTONOMIE

Pôle base de données, études et statistiques

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la clinique mutualiste du MEDOC N° Finess 330780495 au titre de l'activité du mois de novembre 2014

**Le Directeur général  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté du 25 février 2014 fixant pour l'année 2014 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

**VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2014, le 12 janvier 2015, par la clinique mutualiste du Médoc,

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **1 298 719,08 €** soit :

- \* au titre de l'activité: **1 259 556,89 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques: **4 435,25 €**
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : **32 144,33 €**
- \* au titre des forfaits GHS et des suppléments pour les patients relevant de l'AME : **2 582,61 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

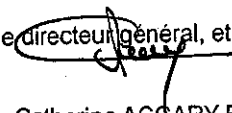
**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la clinique mutualiste du Médoc et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **19 JAN 2015**

Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour le directeur général, et par délégation,

  
Catherine ACCARY-BEZARD  
Directrice adjointe  
Responsable du pôle financement

**OVALIDE STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement  
CLINIQUE MUTUALISTE DU MEDOC(330780495)**

Année 2014 M11 : De janvier à novembre

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : lundi 12/01/2015, 17:23

Date de validation par la région : mardi 13/01/2015, 08:57

Date de récupération : mardi 13/01/2015, 08:57

**Montants hors AME**

|                          | B : Dernier<br>montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de l'année<br>2013 calculé<br>précédemment<br>(avant ce mois-ci) | C : Montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de l'année<br>2013, calculé ce<br>mois-ci | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité 2014 de<br>la période<br>(cumulée depuis<br>janvier 2014) | E : Montant total<br>pour cette période<br>([C si l'année ce<br>mois-ci, B<br>sinon]+D) | F : Total des<br>montants<br>d'activité notifiés<br>jusqu'au mois<br>précédent<br>(Somme des H des<br>mois précédents) | G : Montant de<br>l'activité calculé<br>(E-F) | H : Montant de<br>l'activité notifié ce<br>mois-ci |
|--------------------------|--|--|---|---|--|---|--|
| Forfait GHS + supplément | 0,00   | 0,00   | 13 837 850,02   | 13 837 850,02   | 12 682 242,06  | 1 155 607,96                                  | 1 155 607,96                                       |
| PO                       | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| IVG                      | 0,00   | 0,00   | 44 693,78   | 44 693,78   | 40 366,45  | 4 327,33                                      | 4 327,33   |
| DMI séjour               | 0,00   | 0,00   | 509 532,82  | 509 532,82  | 477 388,49   | 32 144,33                                     | 32 144,33  |
| Médicaments séjour       | 0,00   | 0,00   | 56 928,97   | 56 928,97   | 52 493,72  | 4 435,25                                      | 4 435,25   |
| Ait dialyse              | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| ATU                      | 0,00   | 0,00   | 277 589,59  | 277 589,59  | 258 995,07   | 18 594,52                                     | 18 594,52  |
| FFM                      | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| SE                       | 0,00   | 0,00   | 3 459,17  | 3 459,17  | 3 459,18   | -0,01   | -0,01  |
| ACE                      | 0,00   | 0,00   | 1 082 283,08  | 1 082 283,08  | 1 001 255,99   | 81 027,09                                     | 81 027,09  |
| DMI ACE                  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| <b>Total</b>             | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>15 812 337,43</b>  | <b>15 812 337,43</b>  | <b>14 516 200,96</b>   | <b>1 296 136,47</b>                           | <b>1 296 136,47</b>                                |

**Montants des AME**

|                              | B : Dernier<br>montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de<br>l'année 2013<br>calculé<br>précédemment<br>(avant ce mois-ci) | C : Montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de<br>l'année 2013,<br>calculé ce mois-ci | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité AME du<br>mois (cumulé<br>depuis janvier<br>2014) | E : Montant total<br>de l'activité du<br>mois ([C si l'année<br>ce mois-ci, B<br>sinon]+D) | F : Total des<br>montants<br>d'activité AME<br>notifiés jusqu'au<br>mois précédent<br>(Somme des H des<br>mois précédents) | G : Montant de<br>l'activité AME<br>calculé (E - F) | H : Montant de<br>l'activité AME<br>notifié |
|------------------------------|---|--|---|--|--|---|---|
| Forfait GHS + supplément AME | 0,00  | 0,00   | 13 175,34   | 13 175,34  | 10 592,73  | 2 582,61  | 2 582,61                                    |
| DMI séjour AME               | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  |
| Médicaments séjour AME       | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  |
| <b>Total</b>                 | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>13 175,34</b>  | <b>13 175,34</b>   | <b>10 592,73</b>   | <b>2 582,61</b>                                     | <b>2 582,61</b>                             |

**P : Montant de  
l'activité**  
1 159 935,29

Activité d'hospitalisation  
Activité externe y compris ATU,  
FFM, SE et Molécules onéreuses  
Médicaments séjours  
DMI  
AME  
**Total**  
1 298 719,08

Arrêté du 19 JAN. 2015

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS ET DE L'AUTONOMIE

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de LIBOURNE n° Finess 330781253 au titre de l'activité du mois de novembre 2014

Pôle base de données, études et statistiques

**Le Directeur général  
de l'agence régionale de santé d'Aquitaine**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté du 25 février 2014 fixant pour l'année 2014 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

**VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2014, le 13 janvier 2015, par le centre hospitalier de Libourne,

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **10 887 844,48 €** soit :

- \* au titre de l'activité : **9 918 226,50 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques : **629 359,46 €**
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : **329 382,91 €**
- \* au titre des forfaits GHS et des suppléments pour les patients relevant de l'AME : **10 875,61 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

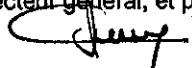
**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Libourne et à la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **19 JAN. 2015**

Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour le directeur général, et par délégation,

  
Catherine ACCARY-BEZARD  
Directrice adjointe  
Responsable du financement



OVALIDE STC MCO DGF - Eléments de l'arrêté de versement  
CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE(330781253)

Année 2014 M11 : De Janvier à novembre

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : mardi 13/01/2015, 10:40

Date de validation par la région : mardi 13/01/2015, 16:07

Date de récupération : mardi 13/01/2015, 16:08

Montants hors AME

|                          | B : Dernier<br>montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de l'année<br>2013 calculé<br>précédemment<br>(avant ce mois-ci) | C : Montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de l'année<br>2013, calculé ce<br>mois-ci | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité 2014 de<br>la période<br>(cumulée depuis<br>janvier 2014) | E : Montant total<br>pour cette période<br>([C si l'année ce<br>mois-ci, B<br>sinon] + D) | F : Total des<br>montants<br>d'activité notifiés<br>jusqu'au mois<br>précédent<br>(Somme des H des<br>mois précédents) | G : Montant de<br>l'activité calculé<br>(E-F) | H : Montant de<br>l'activité notifié ce<br>mois-ci |
|--------------------------|--|--|---|---|--|---|--|
| Forfait GHS + supplément | 136 144,00   | 0,00   | 93 221 193,15   | 93 377 337,15   | 84 472 609,56  | 8 904 727,59                                  | 8 904 727,59                                       |
| PO                       | 0,00   | 0,00   | 17 054,50   | 17 054,50   | 17 054,50  | 0,00  | 0,00   |
| IVG                      | 1 429,93   | 0,00   | 196 290,98  | 197 720,91  | 182 013,12   | 15 707,79                                     | 15 707,79  |
| DMI séjour               | 232 855,76   | 0,00   | 3 356 065,56  | 3 588 921,32  | 3 259 538,41   | 329 382,91                                    | 329 382,91   |
| Médicaments séjour       | 2 019,21   | 0,00   | 7 358 113,32  | 7 360 132,53  | 6 730 773,07   | 629 359,46                                    | 629 359,46   |
| Alt dialyse              | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| ATU                      | 0,00   | 0,00   | 857 885,59  | 857 885,59  | 761 023,33   | 96 862,26                                     | 96 862,26  |
| FFM                      | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| SE                       | 0,00   | 0,00   | 106 976,25  | 106 976,25  | 96 630,95  | 10 345,30                                     | 10 345,30  |
| ACE                      | 243 230,78   | 0,00   | 7 969 113,48  | 8 212 344,26  | 7 321 772,52   | 890 571,74                                    | 890 571,74   |
| DMI ACE                  | 0,00   | 0,00   | 8 084,96  | 8 084,96  | 8 073,14   | 11,82   | 11,82  |
| <b>Total</b>             | <b>635 679,68</b>  | <b>0,00</b>  | <b>113 090 777,79</b>   | <b>113 726 457,47</b>   | <b>102 849 488,60</b>  | <b>10 876 968,87</b>                          | <b>10 876 968,87</b>                               |

Montants des AME

|                              | B : Dernier<br>montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de<br>l'année 2013<br>calculé<br>précédemment<br>(avant ce mois-ci) | C : Montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de<br>l'année 2013<br>calculé ce mois-ci | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité AME du<br>mois (cumulée<br>depuis janvier<br>2014) | E : Montant total<br>de l'activité du<br>mois ([C si l'année<br>ce mois-ci, B<br>sinon] + D) | F : Total des<br>montants<br>d'activité AME<br>notifiés jusqu'au<br>mois précédent<br>(Somme des H des<br>mois précédents) | G : Montant de<br>l'activité AME<br>calculé (E-F) | H : Montant de<br>l'activité AME<br>notifié |
|------------------------------|---|---|--|--|--|---|---|
| Forfait GHS + supplément AME | 2 185,39  | 0,00  | 96 470,96  | 98 656,35  | 87 780,74  | 10 875,61   | 10 875,61                                   |
| DMI séjour AME               | 0,00  | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00  |
| Médicaments séjour AME       | 0,00  | 0,00  | 10 841,73  | 10 841,73  | 10 841,73  | 0,00  | 0,00  |
| <b>Total</b>                 | <b>2 185,39</b>   | <b>0,00</b>   | <b>107 312,69</b>  | <b>109 498,08</b>  | <b>98 622,47</b>   | <b>10 875,61</b>                                  | <b>10 875,61</b>                            |

|                            | P : Montant de<br>l'activité |
|----------------------------|------------------------------|
| Activité d'hospitalisation | 8 920 435,38                 |

|                                 |                      |
|---------------------------------|----------------------|
| Activité externe y compris ATU, | 997 791,12           |
| FFM, SE et Molécules onéreuses  | 629 359,46           |
| Médicaments séjours             | 329 382,91           |
| DMI                             | 10 875,61            |
| AME                             | 10 875,61            |
| <b>Total</b>                    | <b>10 887 844,48</b> |

Arrêté du 19 JAN. 2015

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS ET DE L'AUTONOMIE

Pôle base de données, études et statistiques

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la clinique mutualiste de PESSAC n° Finess 330780529 au titre de l'activité du mois de novembre 2014

**Le Directeur général  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011, notamment son article 50 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté du 25 février 2014 fixant pour l'année 2014 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

**VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de novembre 2014, le 15 janvier 2015, par la clinique mutualiste de Pessac,

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **2 761 593,92 €** soit :

- \* au titre de l'activité : **2 551 119,65 €**
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques : **17 297,47 €**
- \* au titre des produits et prestations (DMI) : **193 176,80 €**
- \* au titre des GHS et des suppléments pour les patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des spécialités pharmaceutiques des patients relevant de l'AME : /
- \* au titre des produits et prestations (DMI) des patients relevant de l'AME : /

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la clinique mutualiste de Pessac et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **10 JAN. 2015**

Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour le directeur général, et par délégation,

Catherine ACCARY-BEZARD  
Directrice adjointe  
Responsable du pôle financement

**OVALIDE STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement  
CLINIQUE MUTUALISTE(330780529)**

Année 2014 M11 : De janvier à novembre

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : jeudi 15/01/2015, 15:08

Date de validation par la région : jeudi 15/01/2015, 16:10

Date de récupération : jeudi 15/01/2015, 16:10

**Montants hors AME**

|                          | B : Dernier<br>montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de l'année<br>2013 calculé<br>précédemment<br>(avant ce mois-ci) | C : Montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de l'année<br>2013, calculé ce<br>mois-ci | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité 2014, de<br>la période<br>(cumulée depuis<br>janvier 2014) | E : Montant total<br>pour cette période<br>([C si l'année<br>mois-ci, B<br>sinon] + D) | F : Total des<br>montants<br>d'activité notifiés<br>jusqu'au mois<br>précédent<br>(Somme des H des<br>mois précédents) | G : Montant de<br>l'activité calculé<br>(E-F) | H : Montant de<br>l'activité notifié ce<br>mois-ci |
|--------------------------|--|--|--|--|--|---|--|
| Forfait GHS + supplément | 0,00   | 0,00   | 26 385 290,77  | 26 385 290,77  | 23 920 849,14  | 2 464 441,63                                  | 2 464 441,63                                       |
| PO                       | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| IVG                      | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| DMI séjour               | 0,00   | 0,00   | 2 000 533,49   | 2 000 533,49   | 1 807 356,69   | 193 176,80                                    | 193 176,80   |
| Médicaments séjour       | 0,00   | 0,00   | 259 118,99   | 259 118,99   | 241 821,52   | 17 297,47                                     | 17 297,47  |
| Alt dialyse              | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| ATU                      | 0,00   | 0,00   | 193 036,71   | 193 036,71   | 182 790,75   | 10 245,96                                     | 10 245,96  |
| FFM                      | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| SE                       | 0,00   | 0,00   | 44 281,94  | 44 281,94  | 41 324,77  | 2 957,17                                      | 2 957,17   |
| ACE                      | 0,00   | 0,00   | 1 017 159,14   | 1 017 159,14   | 943 684,25   | 73 474,89                                     | 73 474,89  |
| DMI ACE                  | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   |
| <b>Total</b>             | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>29 899 421,04</b>   | <b>29 899 421,04</b>   | <b>27 137 827,12</b>   | <b>2 761 593,92</b>                           | <b>2 761 593,92</b>                                |

**Montants des AME**

|                              | B : Dernier<br>montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de<br>l'année 2013<br>calculé<br>précédemment<br>(avant ce mois-ci) | C : Montant de<br>l'activité LAMDA<br>au titre de<br>l'année 2013,<br>calculé ce mois-ci | D : Montant<br>calculé de<br>l'activité AME du<br>mois (cumulée<br>depuis janvier<br>2014) | E : Montant total<br>de l'activité du<br>mois ([C si l'année<br>mois-ci, B<br>sinon] + D) | F : Total des<br>montants<br>d'activité AME<br>notifiés jusqu'au<br>mois précédent<br>(Somme des H des<br>mois précédents) | G : Montant de<br>l'activité AME<br>calculé (E - F) | H : Montant de<br>l'activité AME<br>notifié |
|------------------------------|---|--|--|---|--|---|---|
| Forfait GHS + supplément AME | 0,00  | 0,00   | 12 811,15  | 12 811,15   | 12 811,15  | 0,00  | 0,00  |
| DMI séjour AME               | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00  |
| Médicaments séjour AME       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00  | 0,00  |
| <b>Total</b>                 | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>12 811,15</b>   | <b>12 811,15</b>  | <b>12 811,15</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                 |

| P : Montant de<br>l'activité                                      | 2 464 441,63        |
|---|---------------------|
| Activité d'hospitalisation  |                     |
| Activité externe y compris ATU,<br>FFM, SE et Molécules onéreuses | 86 678,02           |
| Médicaments séjours   | 17 297,47           |
| DMI   | 193 176,80          |
| AME   | 0,00                |
| <b>Total</b>  | <b>2 761 593,92</b> |